

Table des matières

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER.....	2
TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES	2
CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES	2
B- Des dispositions fiscales	3
LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS	3
Titre 1 : IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)	3
Chapitre 2 : Bénéfice imposable	3
B- Des dispositions douanières	23
Chapitre 1 : A l'exportation.....	23
Chapitre 2 : A l'importation	23
CHAPITRE 2 : DE L'EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES	26
CHAPITRE 3 : DE L'AFFECTATION DES RECETTES.....	31
CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES	40
TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES	42
TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES	46
CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL	46
CHAPITRE 2 : DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT	50
Tableau d'équilibre du budget de l'Etat	52
CHAPITRE 3 : DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT	53
CHAPITRE 4 : DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS.....	53
SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES.....	55
TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS.....	55
CHAPITRE PREMIER : DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION	55
CHAPITRE 2 : DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS	72
TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT	73
TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	74
TITRE IV : DES DONs	75
TITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES.....	75

Loi n° _____/2025

déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2026.

Le Parlement de la transition a délibéré et adopté ;

Le Président de la République ;

Chef de l'Etat ;

Chef du Gouvernement ;

promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions combinées des articles 94 et 96 de la Constitution et 8, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2026.

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES

A- De l'autorisation de perception des ressources

Article 2 : Le Gouvernement de la République est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi, en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2026 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux établissements publics, collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

B- Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code Général des Impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS

Titre 1 : IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)

Chapitre 2 : Bénéfice imposable

Section 3 : Charges déductibles

« **Article 11 nouveau :** Le bénéfice net imposable est établi sous déduction de tous frais et charges nécessités par l'exercice de l'activité imposable au Gabon et satisfaisant aux conditions suivantes :

- être exposés dans l'intérêt direct de l'exploitation ou se rattacher à la gestion normale de l'entreprise ;
- correspondre à une charge effective et être appuyés de justifications suffisantes ;
- **être appuyées de factures électroniques normalisées sous réserve des dérogations expresses accordées par le Directeur Général des Impôts ;**
- se traduire par une diminution de l'actif net de l'entreprise ;
- être compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés ;
- ne pas être exclus des charges déductibles par détermination de la loi ;
- ne pas être considérés comme acte anormal de gestion. »

(Le reste sans changement)

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS

Titre 1 : IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)

Chapitre 6 : Paiement de l'impôt

Section 1 : Modalités de recouvrement

« **Article 23 alinéa 6 nouveau :** La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue de collecter et de reverser, à la caisse du receveur des impôts dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation, le montant du prélèvement libératoire de 25 % effectué sur les plus-values de cessions des droits sociaux visées à l'article 7 alinéa 2 du présent Code. »

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS

Titre 2 : IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IRPP)

Chapitre 5 : Modalité de recouvrement de l'impôt

Section 2 : Précompte de l'IRPP

« **Article 178 bis nouveau :** Pour les revenus fonciers visés à l'article 85 du présent Code, l'impôt est perçu par voie de retenue à la source si le locataire est :

- a) une personne morale soumise ou non à l'impôt sur les sociétés ;

- b) une personne physique relevant de l'impôt sur les bénéfices professionnels, pour les loyers enregistrés dans sa comptabilité uniquement ;
- c) une agence immobilière ou un gérant de bien ;
- d) l'État, une Collectivité territoriale ou un établissement public.

La retenue n'est pas exigible si le bailleur est assujetti à l'impôt sur les sociétés au Gabon. Elle correspond à l'application du taux de 10 % sur le montant des loyers imposables.

Le montant du précompte qui excède l'impôt dû est remboursé par les services du Trésor.

Les retenues afférentes à un trimestre civil déterminé doivent être versées spontanément par le redevable dans les quinze (15) premiers jours du trimestre suivant à la caisse du Receveur du Centre des Impôts territorialement compétent. »

L'article 193 est supprimé.

LIVRE 2 : TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Titre 1 : Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Chapitre 1 : Champ d'application

Section 3 : Exonérations

« **Article 210 nouveau** : Sont exonérés de la TVA :

1) Les produits du cru obtenus dans le cadre normal d'activités exercées au Gabon et sans transformation par les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les chasseurs à condition que ces produits soient directement vendus au consommateur.

Sont notamment concernés :

- l'arachide produite localement ;
- le café ;
- le cacao ;
- la viande de porc, de bœuf, de mouton et toutes autres viandes destinées à la consommation, produites localement ;
- le poulet, le canard et autres volailles ;
- le poisson frais, le poisson congelé ;
- la banane plantain, la banane douce ;
- le manioc, l'igname, le taro, la pomme de terre ;
- les fruits et légumes divers ;
- les poussins et les poulettes nécessaires à la production de la volaille destinée à la consommation. »

2) Les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaires :

- les ventes des produits des carrières ;
- les opérations liées aux contrats d'assurances et de réassurances réalisées par les compagnies d'assurances et de réassurances dans le cadre normal de leur activité ainsi que les prestations de services afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et autres intermédiaires d'assurances ;

- les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs ;
- les intérêts rémunérant les dépôts auprès des établissements de crédits ou établissements financiers par les non professionnels ;
- les jeux de hasard et de divertissement ;
- les opérations ayant pour objet la transmission des biens immobiliers et des biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement ;
- les opérations relatives aux locations civiles de terrains non aménagés et de locaux nus.

3) Les opérations liées au trafic international concernant :

- les opérations de manutention-bord des produits destinés à l'exportation ;
- les navires ou bateaux utilisés pour l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale en haute mer ;
- les bateaux de sauvegarde et d'assistance ;
- les aéronefs et les navires pour leurs opérations d'entretien et d'avitaillement ;
- les opérations de transit inter-États et les services y afférents, conformément aux dispositions des articles 200 et suivants du Code et du Tarif des Douanes de la CEMAC.

4) Les opérations d'impression, d'importation et de vente de manuels scolaires, de journaux et périodiques à l'exclusion des recettes de publicité. Le bénéfice de l'exonération prévue au présent paragraphe est subordonné au strict respect de la réglementation applicable en matière de presse et de manuels scolaires.

5) Les frais de scolarité et de pension perçus dans le cadre normal de l'activité des établissements d'enseignement scolaire ou universitaire régulièrement autorisés par l'autorité de tutelle compétente.

6) Les opérations portant sur l'impression, l'édition et la vente des timbres postaux, des timbres fiscaux et des papiers timbrés émis par l'État.

7) Les sommes versées à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission, ainsi que les produits des opérations de ladite banque, génératrice de l'émission des billets.

8) Les services ou opérations à caractère social, éducatif, sportif, culturel, philanthropique ou religieux rendus à leurs membres par les organismes sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée et lorsque ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels de leurs membres. Il en est de même des prestations de services rendues par les membres à leur groupement d'intérêt économique.

Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes et groupements d'intérêt économique sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel.

9) Les prestations relevant de l'exercice légal des professions médicales à savoir, les examens, consultations, soins, hospitalisations, travaux d'analyse et de biologies médicales et les fournitures de prothèses effectuées par les formations sanitaires, les matériels et produits servant à la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, la fièvre jaune et les infections virales sévères liées aux maladies infantiles et des personnes du troisième âge sans ressources, dans les conditions fixées par voie réglementaire, à l'exception des frais d'hébergement et de restauration des personnes accompagnant le patient dans une clinique ou dans un établissement hospitalier.

Par matériel servant à la lutte contre le VIH/SIDA, on entend : tout matériel produit spécifiquement pour la lutte contre cette pandémie.

10) Les biens ci-après :

- les biens d'équipement pour les activités agricoles et l'élevage à l'exclusion du secteur forestier et de la pêche ;
- les engrais agricoles et produits phytosanitaires suivant une liste arrêtée conjointement par le Ministre chargé des finances et le Ministre chargé de l'agriculture.

11) Les importations suivantes :

- importation des biens exonérés, en application des dispositions des articles 332 et 333 du Code et du Tarif des Douanes de la CEMAC, complété par l'Acte 2/92-UDEAC.556.SEI ;
- importation des bateaux de pêche et des aéronefs si ceux-ci sont exploités au Gabon par les importateurs eux-mêmes.

12) Les ventes de gaz butane.

13) Les importations, effectuées par les entreprises qui réalisent des opérations relevant du Code minier, de biens amortissables qui ne peuvent être fournis sur le marché national et prévus sur une liste fixée par arrêté conjoint des Ministres chargés des finances et des Mines.

14) Les services rendus à leurs adhérents par les groupements d'intérêt économique constitués de personnes physiques ou morales exerçant une activité exonérée de la TVA ou pour laquelle elles n'ont pas la qualité d'assujetti, sont exonérés de la taxe à condition qu'ils concourent directement ou exclusivement à la réalisation de ces opérations exonérées ou exclues du champ d'application de la TVA et que les sommes réclamées aux adhérents correspondent exactement à la part incombant dans les dépenses communes.

15) Les financements accordés aux entreprises ayant pour objet principal la mise à disposition de logements sociaux à la condition que le financement accordé soit exclusivement réservé à la réalisation de locaux d'habitation à caractère social, reconnu par un agrément du Ministère en charge de l'Habitat.

16) Les prêts immobiliers d'un montant inférieur à 50.000.000 FCFA, accordés à des personnes physiques pour l'acquisition ou la construction d'une résidence au Gabon.

17) Les opérations d'importation des matériels et outillages neufs destinés exclusivement à la construction par les promoteurs publics et privés, dûment agréés à cet effet, de logements à caractère socio-économique.

18) Les travaux de construction des logements et d'aménagement des terrains à bâtir en zones urbaines, les matériaux et fournitures y intégrés ainsi que les travaux d'assainissement, de voirie et de réseaux divers, destinés à des logements socio-économiques et réalisés par les promoteurs publics et privés dûment agréés à cet effet. Les modalités pratiques de l'exonération sont fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé de l'Habitat.

19) L'importation ou l'acquisition par les entreprises et les personnes physiques de matériels et équipements servant à la production et à la promotion des énergies renouvelables.

Chapitre 2 : Modalités de Calcul

Section 3 : Taux

« **Article 221 nouveau** : Les taux de TVA sont les suivants :

Taux normal : 18 % applicable à toutes les opérations taxables à l'exclusion des opérations soumises au taux réduit de 10 %, de 5% ou de 0%.

Taux réduit : 10 % applicable aux opérations de production et vente portant sur les produits suivants :

- matériel de pêche ;
- moteurs hors-bord ;
- eau minérale produite au Gabon ;
- lessive ;
- fer à béton ;
- ordinateurs fixes et portables bureautiques ;
- conserves de légumes secs et de légumes verts ;
- conserves de fruits ;
- fourniture d'eau et d'électricité sur la consommation des compteurs sociaux et classiques ;
- ciment.

Taux réduit : 5 % applicable aux opérations de production et de vente portant sur les produits suivants :

- lait liquide ;
- lait en poudre ;
- lait concentré ;
- lait non concentré ;
- lait sucré ;
- lait non sucré ;
- margarine ;
- beurre ;
- yaourts ;
- pain ;
- farine ;
- levure ;
- gluten ;
- œufs ;
- riz ;
- conserves de sardines ;
- conserves de pilchards ;
- conserves de maquereaux ;
- pâtes alimentaires ;
- huiles de tables de fabrication locale ;

- sel ;
- les travaux de construction, les matériaux et les fournitures de services y relatives, les biens d'équipements et fournitures personnalisées des entreprises de tourisme présentant un nouvel investissement d'un montant minimum de 300.000.000 FCFA hors taxes ;
- les ventes de biens usagés faites par les personnes qui les ont utilisés pour les besoins de leur exploitation ;
- les ventes de pétrole destinées aux activités de la pêche artisanale ;

Le bénéfice du taux réduit visé à l'alinéa précédent est subordonné à la satisfaction, par le pêcheur artisanal, des conditions cumulatives ci-après :

- être titulaire d'une autorisation administrative délivrée par le Ministère en charge de la Pêche ;
- être titulaire d'une autorisation de pêche artisanale en cours de validité ;
- être à jour de ses obligations techniques, administratives, fiscales, sociales et environnementales.

Taux zéro : 0 % applicable aux exportations, aux transports internationaux, aux opérations d'avitaillements en carburant et aux opérations d'entretien et réparation effectuées sur les aéronefs et navires affectés au trafic international.

Les taux du présent article sont applicables à une base hors TVA et concernent aussi bien les marchandises et services produits localement que les biens importés. »

Section 4 : Déductions

« **Article 223 nouveau** : La TVA dont les entreprises peuvent opérer la déduction est celle qui figure distinctement sur les factures électroniques normalisées ou tout document en tenant lieu. »

(Le reste sans changement)

L'article 234 est supprimé.

Titre 2 : Droits D'accises

Chapitre 1 : Champ d'application et taux des droits d'accises

« **Article 250 nouveau** : les droits d'accises sont fixés comme suit :

Produits	Taux ad valorem	Taxe spécifique
Bières locales	22%	40 FCFA par litre
Bières d'importation	25 %	200 FCFA par litre
Vins locaux	22 %	100 FCFA par litre
Vins d'importation	32 %	1750 FCFA par litre
Champagnes	32 %	2250 FCFA par litre
Autres boissons locales titrant un degré d'alcool volumétrique supérieur à 12 %	25 %	500 FCFA par litre
Autres boissons importées titrant un degré d'alcool volumétrique supérieur à 12 %	25 %	500 FCFA par litre
Boissons sucrées et autres boissons titrant un degré d'alcool volumétrique inférieur à 12 %	10 %	100FCFA
Cigarettes, cigares, cigarillos, tabacs	32 %	300 FCFA par paquet
Jeux de hasard	15 %	100.000 FCFA par appareil exploité

Produits	Taux ad valorem	Taxe spécifique
Produit de parfumerie et cosmétiques	25 %	Néant
Caviar, foie gras	40 %	Néant
Saumon	30 %	Néant
Activités de téléphonie mobile (appels)	5 %	Néant
Boissons non alcoolisées	5 %	Néant
Emballages non récupérables ou perdus	1 %	Néant
Armes et munitions	10 %	Néant
Véhicules automobiles de tourisme à l'exclusion des véhicules neufs n'excédant pas 1500cm3 (art.3 directive)	5 %	Néant
Motocycles	1 %	Néant
Véhicules automobiles non expressément mentionnés au présent tableau	1 %	Néant

»

Titre 4 : Taxes diverses

Chapitre 9 : Taxe sur les jeux de hasard

Section 2 : Taux

« **Article 406 nouveau :** « Le taux de la taxe applicable aux sommes engagées sur les jeux de hasard visés à l'article 405 ci-dessus est fixé à 9 % du montant desdites sommes. »

(Le reste sans changement)

Livre 3 : Impôts et taxes divers

Titre 1 : Impôts professionnels

Chapitre 1 : Contribution des patentes

Section 1 : Champ d'application

« **Article 252 nouveau :** Toute personne physique ou morale, de nationalité gabonaise ou étrangère, qui exerce au Gabon un commerce, une industrie, une profession non comprise dans les exemptions prévues par le présent Code, est assujettie à la contribution des patentes. »

L'article 253 est supprimé.

« **Article 254 nouveau :** Ne sont pas assujettis à la patente :

- 1) l'État, les collectivités locales, les sociétés de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles, les établissements publics pour les services d'utilité générale.
- 2) les peintres, sculpteurs, dessinateurs, graveurs, considérés comme artisans et ne vendant que le produit de leur art.
- 3) les professeurs en toute matière dans le cadre de leur activité libérale individuelle.
- 4) les sages-femmes, les garde-malades.
- 5) les artistes lyriques et dramatiques.
- 6) les cultivateurs et éleveurs seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités et pour la vente du bétail qu'ils y élèvent.

- 7) les propriétaires ou locataires louant occasionnellement en meublé une partie de leur habitation personnelle lorsque cette location ne présente aucun caractère périodique.
- 8) les pêcheurs ou piroguiers.
- 9) les caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement, les assurances mutuelles régulièrement autorisées.
- 10) les établissements publics ou privés ayant pour but de recueillir les enfants pauvres et de leur donner une profession.
- 11) les voyageurs, placiers de commerce et d'industrie, qu'ils travaillent pour le compte d'une ou de plusieurs maisons, qu'ils soient rémunérés par des remises proportionnelles ou par des appointements fixes, à la condition qu'ils ne fassent aucune opération pour leur compte personnel et qu'ils n'aient pas de personnalité professionnelle indépendante de celle des commerçants dont ils placent les produits. Toutefois, les personnes telles que les négociants, les industriels ou les commis voyageurs voyageant au Gabon, en vue d'y recueillir des commandes pour le compte de maisons établies à l'étranger, sont redevables d'une patente qui ne peut être inférieure à celle à laquelle est soumis le représentant de commerce.
- 12) les planteurs vendant du bois de chauffe provenant exclusivement du débroussaillage pour la mise en valeur de leur plantation.
- 13) les chasseurs.
- 14) les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation, à la condition qu'ils ne possèdent pas de magasin de vente et se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes.
- 15) les exploitants miniers.
- 16) les promoteurs publics et privés dûment agréés qui réalisent des opérations d'aménagement des terrains à bâtir en zones urbaines destinés à des logements socio-économiques et des opérations de construction des logements socio-économiques, au titre de leurs deuxième et troisième exercice.
- 17) les contribuables relevant de l'impôt synthétique libératoire.
- 18) les entreprises nouvellement créées, au titre de leur premier exercice. »

Section 2 : Base d'imposition et taux

Les articles 255 à 258 sont supprimés.

« **Article 265 nouveau** : La base d'imposition de la patente est le montant annuel des produits ou recettes du contribuable de l'exercice précédent, tel qu'il est défini par l'article 62 ci-dessus en matière d'impôt minimum forfaitaire.

Le taux de la patente est fixé à 0,1 % du chiffre d'affaires hors taxe avec un minimum de 150.000 FCFA et un maximum de 10.000.000 FCFA. »

« **Article 265 alinéa 3 nouveau** : La patente doit être déclarée spontanément et payée intégralement avant le 1^{er} mars de l'année d'imposition. »

(Le reste sans changement)

Titre 2 : Contribution foncière unique

Chapitre 1 : Champ d'application

Section 1 : Propriétés imposables

« **Article 278 nouveau** : Il est institué au profit des collectivités locales une Contribution Foncière Unique annuelle, en abrégé CFU, sur les propriétés bâties et non bâties situées sur l'ensemble du territoire national. »

« **Article 279 nouveau** : On entend par :

1) Propriétés bâties, tous les biens immeubles achevés ou non ayant une emprise au sol ou dans le sous-sol, que cette emprise soit perpétuelle ou provisoire. Il en est ainsi des propriétés reposant sur des fondations en maçonnerie, bois, fer ou tous autres matériaux telles que les maisons, fabriques, manufactures, usines, hangars et boutiques ;

Constituent également des propriétés bâties, l'outillage et l'installation des établissements industriels ou commerciaux attachés au fond à perpétuelle demeure ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble ainsi que toutes les installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions, et plus généralement tous les biens considérés comme des immeubles par destination ;

2) Propriétés non bâties, les terrains nus ;

3) Propriétés urbaines, les terrains situés à l'intérieur du périmètre urbain ;

4) Propriétés rurales, les terrains situés en dehors des limites des zones urbaines. »

Section 2 : Personnes imposables

« **Article 284 nouveau** : 1) Toute propriété bâtie ou non bâtie, est imposée sous le nom de son propriétaire ou possesseur au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Au sens du présent article, est considérée comme propriétaire, toute personne physique ou morale titulaire d'un titre foncier, d'un décret ou d'une décision d'attribution, d'un acte de cession, ou tout autre document justifiant la détention ou l'occupation du bien immeuble.

2) Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1, les propriétés bâties grevées d'usufruit, concédées sous la forme d'un bail emphytéotique, d'un bail à construction, d'un crédit-bail, d'une convention d'amodiation ou inscrites à l'actif du bilan des sociétés sont imposées au nom de l'usufruitier, de l'emphytéote, du preneur, de l'amodiateur ou de la société dont le bien figure à l'actif du bilan.

3) Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1, les propriétés appartenant à l'État ou aux collectivités locales utilisées ou affectées à des fins commerciales par des tiers, sont imposées aux noms de ces derniers ;

4) Les copropriétaires d'immeubles ou de terrains nus. »

Section 3 : Lieu d'imposition

« **Article 285 nouveau** : Toute propriété foncière visée à l'article 284 ci-dessus doit être imposée dans la commune ou dans le département où elle est située. »

Chapitre 2 : Exonérations

Section 1 : Exonérations permanentes

« **Article 286 nouveau** : Sont exonérés de la CFU :

- 1) Les propriétés bâties ou non bâties appartenant à l'État, aux organismes internationaux, aux collectivités locales, aux chambres de commerce, sous réserve de réciprocité aux ambassades et consulats ;
- 2) Les installations qui, dans les ports maritimes et sur les voies de navigation intérieure, font l'objet de concessions d'outillage public accordées par l'Administration aux chambres de commerce ou aux collectivités locales et sont exploitées dans les conditions fixées par les cahiers de charges ;
- 3) Les ouvrages établis pour la distribution de l'eau potable, de l'énergie électrique, les pylônes et stations radioélectriques, appartenant à l'Etat et aux collectivités locales ;
- 4) Les locaux servant exclusivement à la célébration des cultes religieux reconnus par l'État ;
- 5) Les propriétés bâties ou non bâties affectées à des buts scolaire, sportif, humanitaire ou social reconnus d'utilité publique ainsi que celles appartenant aux missions ou à des groupements régulièrement autorisés ;
- 6) Les voies publiques, les places publiques, les cours d'eau ;
- 7) Les sols des bâtiments de toute nature et une fraction des terrains entourant les constructions. Cette fraction exonérée est déterminée comme suit :
 - a) dans les communes :
 - à l'intérieur du périmètre du quartier commercial ou industriel tel qu'il est fixé par le plan d'urbanisme, la fraction exonérée est égale à trois fois la surface développée des constructions ;
 - à l'extérieur du périmètre visé au tiret précédent, la fraction exonérée est égale à cinq fois la surface développée des constructions ;
 - b) hors des communes :
 - la fraction exonérée est égale à cinq fois la surface développée des constructions.
- 8) La superficie des carrières et des mines.
 - c) dans les zones rurales :
 - les terrains d'une étendue inférieure à cinq hectares, exploités dans un rayon de 25 kilomètres des agglomérations urbaines et destinés exclusivement à des cultures maraîchères. »

Section 2 : Exonérations temporaires

« **Article 288 nouveau** : Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions sont exonérées de la CFU :

- a) pendant cinq (5) ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement concernant les usines et les immeubles à usage d'habitation, à l'exception des bâtiments destinés à la location en meublé, à la villégiature ou à l'agrément ;
- b) pendant trois (3) ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement dans les autres cas.

Au sens du présent article, une construction est considérée comme achevée dès que l'état d'avancement des travaux, l'aménagement intérieur ou extérieur la rend habitable ou utilisable à des fins professionnelles, même s'il reste encore des travaux d'aménagement à effectuer.

2) Les exonérations de trois (3) et de cinq (5) ans s'appliquent séparément aux diverses fractions du bâtiment lorsqu'une construction nouvelle, reconstruction ou addition de construction est destinée pour partie à un usage autre.

3) Lorsque tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation reçoit une autre destination au cours de la période d'exonération, l'exonération de trois (3) ans se substitue, en ce qui concerne la fraction de bâtiment en cause, à l'exonération de cinq (5) ans. Elle est déterminée pour compter du 1^{er} janvier de l'année qui a suivi celle de l'achèvement de la construction, de la reconstruction ou de l'addition de construction. »

« **Article 288 bis nouveau :** 1) Les bâtiments affectés à un usage agricole ou servant aux exploitations rurales tels que granges, hangars, écuries, caves, celliers, pressoirs et autres destinés soit à loger des bestiaux, soit à serrer des récoltes sont exemptés de CFU pendant une période de cinq (5) ans.

Cette exonération est accordée d'office.

2) Les maires et les présidents des conseils départementaux fournissent périodiquement au Centre des Impôts du lieu de situation de l'immeuble concerné, à la demande du Chef de Centre, tous les renseignements de nature à identifier les immeubles qui ont fait l'objet de la délivrance d'un permis de construire.

3) Les terrains situés en dehors du périmètre urbain et nouvellement utilisés pour l'élevage du gros bétail ou défrichés etensemencés, bénéficient d'une exonération temporaire de la CFU.

4) La période d'exonération, qui court à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle le terrain aura été nouvellement affecté à l'élevage du gros bétail ou ensemencé, est fixée comme suit :

- a) 3 ans pour les terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail ;
- b) 4 ans pour les terrains plantés en arbres fruitiers en caféiers ou cacaoyers ;
- c) 5 ans pour les terrains plantés en hévéas ou en palmiers à huile ;
- d) 3 ans pour les autres cultures ou plantations.

5) Pour bénéficier de l'exonération temporaire, le propriétaire doit porter, sur la déclaration visée à l'article 288 bis nouveau ci-dessus, toutes les propriétés rurales non bâties lui appartenant et indiquer la désignation de la parcelle ou du lot dont il envisage l'utilisation pour l'élevage du gros bétail, le défrichement ou l'ensemencement.

La même déclaration doit préciser, le cas échéant, la nature des cultures qui y seront entreprises.

6) L'exonération de trois (3) ans ne s'applique qu'aux terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail dans les conditions fixées par le Service en charge de l'Élevage. Elle n'est accordée qu'après avis du chef de ce Service.

7) Les exonérations de quatre (4) et cinq (5) ans ne s'appliquent qu'aux terrains plantés en cultures sélectionnées et elles ne seront accordées qu'après avis technique des Services en charge de l'Agriculture.

8) Les terrains ruraux nouvellement utilisés pour l'élevage du gros bétail, plantés ou ensemencés, non déclarés ou déclarés après expiration du délai visé à l'article 288 bis nouveau ci-dessus, sont soumis à l'impôt à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur utilisation pour l'élevage, de leur plantation ou de leur ensemencement.

9) L'exonération accordée peut être retirée sur proposition du Service en charge de l'Élevage ou du Service en charge de l'Agriculture, chacun en ce qui le concerne, lorsque l'élevage, la culture ou la plantation n'est pas conforme aux indications de la déclaration ou n'a pas été entreprise d'une façon rationnelle. »

« **Article 288 ter** : Peuvent bénéficier d'une exonération ou d'un abattement ne pouvant excéder 80% du montant de la CFU à payer, sur demande expresse auprès de l'Administration fiscale formulée avant le 30 mars de l'année d'imposition :

- les personnes âgées de 60 ans au moins et dont le revenu est inférieur au Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) ;
- les personnes relevant du régime social des gabonais économiquement faibles et disposant de revenus inférieurs au SMIG ;
- les logements sociaux d'une valeur inférieure ou égale à 30 000 000 FCFA. »

Chapitre 3 : Détermination de la CFU

Section 1 : Base d'imposition pour les personnes morales

« **Article 289 nouveau** : 1) La CFU est assise sur la valeur locative réelle annuelle des biens imposables au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

La valeur locative réelle est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail dans les conditions normales.

2) À défaut d'informations sur les valeurs locatives réelles, la CFU est déterminée en évaluant le prix que le propriétaire pourrait retirer en cas de location de ses biens au cours d'une année.

Cette valeur locative est déterminée, soit au moyen de baux authentiques ou de déclaration de location verbale, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu, soit, à défaut de ces bases, par voie d'appréciation directe.

3) Pour un bien inscrit à l'actif de l'entreprise, la valeur locative est égale à 10 % de la valeur bilancielle. Si la valeur d'inscription au bilan est inférieure de plus de 20 % à la valeur réelle de l'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, la valeur réelle doit être retenue comme base d'imposition. »

« **Article 290 nouveau** : 1) Pour chaque nature de bien, bâti et non bâti, la valeur locative réelle ou reconstituée constitue la valeur locative catégorielle.

2) La somme des valeurs locatives catégorielles représente la valeur locative globale brute. »

L'article 291 est supprimé.

« **Article 292 nouveau** : La base d'imposition définie à l'article précédent est égale à la valeur locative globale brute, soit par la valeur vénale soit par la valeur bilancielle.

Il est appliqué sur la base d'imposition un abattement pour déperissement et frais d'entretien et de réparation égal à 5 %. L'abattement prévu ci-dessus ne s'applique pas aux terrains nus. »

L'article 293 est supprimé.

Section 2 : Taux de la CFU pour les personnes morales

« **Article 294 nouveau** : Le taux de la CFU est fixé à 15 %.

La base imposable est arrondie au millier de francs inférieur. »

Section 3 : Critères de détermination de la CFU des personnes physiques

« **Article 294 bis nouveau** : Les personnes physiques sont imposables à la CFU, qu'elles soient résidentes ou non, dès lors qu'elles sont propriétaires ou possesseurs de biens bâtis ou non bâtis situés sur le territoire gabonais, ou que le droit d'imposer de tels biens a été attribué au Gabon par une convention internationale ou tout autre arrangement juridique. »

« **Article 294 ter** : La CFU des personnes physiques est déterminée forfaitairement, selon des tableaux tarifaires prévus aux articles 294 nouveau à 294 quinquies et septies de la présente loi, en fonction :

- de la superficie du terrain (pour les biens non bâtis) ;
- de la valeur vénale ou d'acquisition du bien immobilier (pour les biens bâtis) ;
- de la zone d'implantation du bien, selon la hiérarchie urbaine établie par les services de la Direction Générale des Impôts. »

« **Article 294 quater** : Les zones d'implantation sont classées comme suit :

- Zone 1 : centre-ville et quartiers à forte densité économique ou administrative ;
- Zone 2 : périphéries immédiates et zones résidentielles cadastrées ;
- Zone 3 : zones en cours d'aménagement, faiblement aménagées ou faiblement desservies ;
- Zone 4 : zones rurales ou non aménagées. »

Sous-section 1 : Liquidation de la CFU des personnes physiques

A. Propriétés bâties

« **Article 294 quinquies** : La CFU des propriétés bâties est liquidée d'après le tableau ci-après :

Valeur de construction ou d'acquisition du bien	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
	Centre-ville et quartiers à forte densité économique ou administrative	Périphéries immédiates et zones résidentielles cadastrées	Zones en cours d'aménagement, faiblement aménagées ou faiblement desservies	Zones rurales ou non aménagées
1 à 10 000 000	25 000	20 000	10 000	3 333
10 000 001 à 20 000 000	31 250	25 000	12 500	4 167
20 000 001 à 30 000 000	39 063	31 250	15 625	5 208
30 000 001 à 40 000 000	48 828	39 063	19 532	6 510

Valeur de construction ou d'acquisition du bien	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
	Centre-ville et quartiers à forte densité économique ou administrative	Périphéries immédiates et zones résidentielles cadastrées	Zones en cours d'aménagement, faiblement aménagées ou faiblement desservies	Zones rurales ou non aménagées
40 000 001 à 50 000 000	61 035	48 828	24 414	8 138
50 000 001 à 60 000 000	76 294	61 035	30 518	10 173
60 000 001 à 70 000 000	95 368	76 294	38 147	12 716
70 000 001 à 80 000 000	119 210	95 368	47 684	15 895
80 000 001 à 90 000 000	149 012	119 210	59 605	19 868
90 000 001 à 100 000 000	186 265	149 012	74 506	24 835
100 000 001 à 150 000 000	204 891	163 913	81 957	27 319
150 000 001 à 200 000 000	225 380	180 304	90 152	30 051
200 000 001 à 250 000 000	247 918	198 335	99 167	33 056
250 000 001 à 300 000 000	272 710	218 168	109 084	36 361
300 000 001 à 350 000 000	299 981	239 985	119 993	39 997
350 000 001 à 400 000 000	329 979	263 983	131 992	43 997
400 000 001 à 450 000 000	362 977	290 382	145 191	48 397
450 000 001 à 500 000 000	399 275	319 420	159 710	53 237
500 000 001 à 550 000 000	439 202	351 362	175 681	58 560
550 000 001 à 600 000 000	483 122	386 498	193 249	64 416
600 000 001 à 650 000 000	531 435	425 148	212 574	70 858
650 000 001 à 700 000 000	584 578	467 663	233 831	77 944
700 000 001 à 750 000 000	643 036	514 429	257 214	85 738
750 000 001 à 800 000 000	707 339	565 872	282 936	94 312
800 000 001 à 850 000 000	778 073	622 459	311 229	103 743
850 000 001 à 900 000 000	855 881	684 705	342 352	114 117
900 000 001 à 950 000 000	941 469	753 175	376 588	125 529
950 000 001 à 1 000 000 000	1 035 616	828 492	414 246	138 082
1 000 000 001 à +	1 139 177	911 342	455 671	151 890

»

La délimitation des zones est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé de l'Urbanisme. »

« **Article 294 sexies** : Au-delà de 1 milliard de F CFA de valeur de construction ou de coût d'acquisition du bien bâti, les montants en sus sont imposés selon les tranches du barème des montants forfaitaires et les zones définis dans le tableau ci-dessus. »

B. Propriétés non bâties

« **Article 294 septies** : La CFU des propriétés non bâties est acquittée comme ci-après :

Superficie du terrain	Tarifs			
	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
	Centre-ville et quartiers à forte densité économique ou administrative	Périphéries immédiates et zones résidentielles cadastrées	Zones en cours d'aménagement, faiblement aménagées ou faiblement desservies	Zones rurales ou non aménagées
1 à 100 m ²	7 500	5 000	3 500	1 667
101 à 200 m ²	11 250	7 500	5 250	2 500
201 à 300 m ²	16 875	11 250	7 875	3 750
301 à 400 m ²	25 313	16 875	11 813	5 625

Superficie du terrain	Tarifs			
	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
	Centre-ville et quartiers à forte densité économique ou administrative	Périphéries immédiates et zones résidentielles cadastrées	Zones en cours d'aménagement, faiblement aménagées ou faiblement desservies	Zones rurales ou non aménagées
401 à 500 m ²	37 969	25 313	17 719	8 438
501 à 600 m ²	56 953	37 969	26 578	12 656
601 à 700 m ²	85 430	56 953	39 867	18 984
701 à 800 m ²	128 145	85 430	59 801	28 477
801 à 900 m ²	192 217	128 145	89 701	42 715
901 à 1000 m ²	288 325	192 217	134 552	64 072
1001 à 1500 m ²	317 158	211 439	148 007	70 479
1501 à 2000 m ²	348 874	232 583	162 808	77 527
2001 à 2500 m ²	383 761	255 841	179 089	85 280
2501 à 3000 m ²	422 137	281 425	196 997	93 808
3001 à 3500 m ²	464 351	309 567	216 697	103 189
3501 à 4000 m ²	510 786	340 524	238 367	113 508
4001 à 4500 m ²	561 864	374 576	262 204	124 859
4501 à 5000 m ²	618 051	412 034	288 424	137 345

Au-delà de 5.000 mètres carrés, la superficie en sus est imposée selon les tranches du barème des montants forfaitaires et les zones définies dans le tableau. »

Section 4 : Propriétés rurales affectées aux activités agricoles et d'élevage

« **Article 294 octies** : 1) Pour les propriétés rurales non bâties affectées aux activités agricoles et d'élevage, la base d'imposition est constituée par la valeur vénale.

2) La valeur vénale est fixée forfaitairement par hectare, suivant la nature de la culture, conformément aux tarifs suivants :

- a) terrains cultivés en café, cacao, palmiers à huile, hévéa : 6000 FCFA ;
- b) autres cultures : 500 FCFA ;
- c) terrains de la deuxième catégorie auxquels sont adjointes des usines de transformation du produit cultivé : 150 FCFA ;
- d) terrains non mis en valeur : 150 FCFA ;
- e) terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail : 150 FCFA.

3) L'évaluation de la valeur vénale est faite chaque année par le Centre des Impôts du lieu de situation du terrain, au vu des éléments portés sur la déclaration visée à l'article 288 bis nouveau ci-dessous. »

Chapitre 4 : Dispositions communes à la CFU des personnes morales et des personnes physiques

Section 1 : Remises et modérations pour destruction de biens

« **Article 295 nouveau** : Dans le cas de destruction totale ou partielle ou de démolition volontaire, en cours d'année, de leurs maisons ou usines, les propriétaires peuvent demander la modération de la CFU frappant ces immeubles.

Les demandes doivent être adressées au Centre des Impôts dans les trois mois qui suivent la destruction ou l'achèvement de la démolition.

La restitution est accordée à partir du premier jour du mois suivant la destruction ou l'ouverture des travaux de démolition. »

Section 2 : Déclaration et paiement

Sous-section 1 : Obligations déclaratives

« **Article 296 nouveau** : Les propriétaires de biens imposables sont tenus de les déclarer au plus tard le 30 mars de chaque année et produire tous les moyens de justifications, notamment les actes de propriété, les baux authentiques et les contrats de location.

La déclaration visée à l'alinéa ci-dessus est accompagnée des moyens de paiement et de la fiche immobilière du contribuable. »

« **Article 296 bis nouveau** : Au vu des éléments portés sur la déclaration, le Centre des Impôts procède, le cas échéant, à une régularisation de l'imposition due dans l'hypothèse d'une modification des bases d'imposition par rapport à l'année précédente.

En l'absence d'actes de déclaration, l'administration fiscale procède à l'évaluation des biens par comparaison avec des locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou par voie d'appréciation directe. »

Sous-section 2 : Obligations de paiement

« **Article 297 nouveau** : La contribution foncière unique est recouvrée par le Receveur des Impôts territorialement compétent.

Le redevable de la CFU est tenu de verser spontanément, au moment du dépôt de la déclaration prévue à l'article 270 ci-dessus, le montant de la CFU due pour l'année en cours. »

« **Article 298 nouveau** : Les notaires, les agences immobilières et plus généralement toutes les personnes qui rédigent ou font établir des actes juridiques aux fins de location ou de transfert de propriété, sont tenus :

- a) d'identifier nommément dans ces documents le propriétaire et le bénéficiaire effectif de la transaction ;
- b) de précompter et de reverser à la caisse du Receveur des Impôts territorialement compétent la CFU due au titre des propriétés imposables dont ils assurent la gestion. »

« **Article 298 bis nouveau** : Les copropriétaires sont solidairement responsables du paiement de la CFU. »

Livre V : PROCÉDURES FISCALES

TITRE 1 : Assiette de l'impôt

CHAPITRE UNIQUE : OBLIGATIONS DES CONTRIBUABLES

Section 7 : Obligation de facturation

« **Article P 832 ter:** 1) Sauf dérogation expresse accordée par le Directeur Général des Impôts, toute opération réalisée par une personne physique ou morale soumise à l'impôt sur les sociétés, à l'impôt sur les bénéfices professionnels, à l'impôt synthétique libératoire ou assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée doit faire l'objet d'une facture électronique normalisée délivrée au moyen des dispositifs électroniques de facturation homologués par l'administration fiscale ou d'un document en tenant lieu.

Un dispositif électronique de facturation est une unité de facturation ou un système de facturation électronique homologué par la Direction Générale des Impôts relié à un module de contrôle de facturation.

Le dispositif électronique de facturation existe sous forme physique comme sous forme dématérialisée. La version dématérialisée est mise à la disposition des contribuables par l'administration fiscale.

2) Les systèmes de facturation d'entreprise commercialisés ou développés par une entreprise pour son propre compte doivent satisfaire aux spécifications techniques émises par la Direction Générale des Impôts et être homologués avant toute commercialisation et toute utilisation au Gabon. Ces systèmes doivent en outre respecter les critères d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données en vue du contrôle de l'administration fiscale.

3) Les modalités d'agrément des importateurs et distributeurs, d'homologation des dispositifs électroniques de facturation et des systèmes de facturation d'entreprises, les obligations incombant aux entreprises utilisatrices desdits dispositifs et systèmes, aux éditeurs de logiciels ainsi qu'aux importateurs et distributeurs agréés des dispositifs électroniques de facturation sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

4) Les personnes physiques ou morales qui ont acquis des dispositifs électroniques de facturation physiques peuvent bénéficier, sur demande adressée au Directeur Général des Impôts, d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les bénéfices et revenus et sur l'impôt synthétique libératoire de l'année d'acquisition. Ledit crédit n'est pas reportable.

Le crédit est accordé pour un seul dispositif électronique de facturation autre que le système de facturation d'entreprise, sur la base du rapport annuel d'utilisation effective du dispositif électronique de facturation.

Les modalités de mise en œuvre de ces crédits sont définies par voie réglementaire. »

« **Article P 832 quater :** Les personnes physiques ou morales, effectuant des opérations d'achats de biens et services auprès des personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus sont tenues d'exiger et de se faire délivrer, à l'occasion de leurs achats, la facture électronique normalisée. »

« **Article P 832 quinquies :** 1) La facture électronique normalisée comporte les mentions obligatoires suivantes :

- le numéro d'identification fiscale du fournisseur ;

- les nom ou raison sociale, adresse et numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier, au registre des sociétés civiles, des professions et des métiers ou au registre des métiers de l'artisanat ;
- le numéro d'ordre et la date de la facturation ;
- les noms et prénoms s'il s'agit d'une personne physique, forme juridique et la raison sociale, s'il s'agit d'une personne morale ;
- le type de client et si le client est une personne morale ou une personne physique commerçante ;
- le numéro d'identification fiscale du client s'il s'agit d'une entreprise ;
- le type d'article vendu ou loué ;
- l'objet et la nature de la transaction ;
- la quantité et la désignation précise unitaire des biens et services vendus ;
- les prix unitaire et global par article ;
- le prix total hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- le taux et le montant de la taxe due ou la mention "exonéré" ;
- les précomptes et taxes sur les ventes, si applicable ;
- le montant total dû par le client ;
- la mention de l'option ou non pour les débits lorsqu'il s'agit d'une prestation de services ;
- le code du dispositif électronique de facturation de la transaction ;
- les éléments de sécurité du dispositif électronique de facturation ;
- l'indication de l'impôt retenu à la source et son montant le cas échéant.

2) Toute infraction aux dispositions du point 1 ci-dessus entraîne pour le client la perte du droit à déduction de la TVA et de la charge entière en matière d'impôts sur les bénéfices et revenus. »

Titre 3 : Recouvrement de l'impôt

Chapitre 2 : Modalités de recouvrement

Section 2 : Paiement

« **Article P-917 nouveau** : 1) Les impôts, droits et taxes visés à la présente loi sont payables en espèces, par procédés électroniques ou suivant les modes de paiement autorisés aux caisses des recettes des impôts.

2) Tout paiement effectué hors des caisses des recettes des impôts ou sans quittance ne constitue pas un paiement valide et ne dégage pas la responsabilité du contribuable.

3) Les paiements d'un montant supérieur ou égal à 500.000 FCFA sont effectués par virement ou par porte-monnaie électronique.

4) Par exception aux dispositions des paragraphes ci-dessus, les impôts, droits et taxes dus par les contribuables relevant de la Direction des Grandes Entreprises ou des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises sont payables uniquement par voie électronique ou via e-tax.

5) Le non-respect des dispositions ci-dessus entraîne l'application des sanctions prévues aux articles P-996 et suivants du Code Général des Impôts. »

(Le reste sans changement)

Titre 3 : Recouvrement de l'impôt
Chapitre 2 : Modalités de recouvrement

Section 2 : Paiement

« **Article P-1000 alinéa 3 nouveau :** 1) Le paiement tardif de l'impôt ou le non-paiement ou le paiement partiel des impôts, droits et taxes par voie électronique ou via e-tax par les contribuables de la Direction des Grandes Entreprises ou des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises, entraînent l'application d'une pénalité de 10 % et de l'intérêt de retard prévu à l'article P-917 du Code Général des Impôts.

2) Le point de départ est fixé au premier jour du mois :

- du dépôt légal d'une déclaration non accompagnée de paiement ou sur la fraction excédant un paiement partiel ;
- de la réception d'un avis de mise en recouvrement ;
- de la date légale d'exigibilité.

Pour les paiements en ligne, les pénalités de recouvrement courent à compter du troisième jour de la date de l'ordre d'exécution du télépaiement.

3) Les pénalités de recouvrement ne s'appliquent pas lorsque le contribuable est passible de la pénalité pour défaut ou retard de déclaration prévue à l'article P-917 du Code Général des Impôts. »

(Le reste sans changement)

Titre 4 : Sanctions
Chapitre 1 : Sanctions fiscales

Section 3 : Pénalités particulières

« **Article P-1005 : 1)** Toute personne soumise à l'obligation d'utiliser les dispositifs électroniques de facturation qui :

- vend des biens et des services sans délivrer une facture électronique normalisée ;
- délivre une facture électronique normalisée de valeur ou de quantité minorée ;
- délivre des documents autres que la facture normalisée au titre de la facture

est passible d'une amende égale à 100 % de la valeur de la transaction, avec un minimum de 200.000 FCFA. Cette amende est ramenée à 50.000 FCFA si une facture a été émise mais est incomplète ou erronée ;

2) Tout manquement constaté après l'application de l'amende prévue au point 1 entraîne une amende de même montant et la fermeture provisoire pouvant aller jusqu'à trois mois sur décision du Directeur Général des Impôts, puis définitive en cas de nouvelle violation des règles relatives à la facture électronique normalisée.

3) Lorsqu'il s'agit d'une entreprise dont le ou les dirigeants sont de nationalité étrangère, l'interdiction de séjour au Gabon leur est faite cumulativement avec les sanctions ci-dessus visées.

La procédure d'interdiction de séjour est mise en œuvre sur demande du Ministre chargé des Finances.

4) Une amende de cinq (5) millions est également applicable, à toute personne qui :

- cause un dysfonctionnement au dispositif électronique de facturation ;
- fait intrusion et ou se maintient frauduleusement dans le dispositif électronique de facturation de l'entreprise ou dans les serveurs de l'administration ;
- porte atteinte au fonctionnement ou modifie le contenu et les données du dispositif électronique de facturation de l'entreprise après émission du certificat de conformité ;
- accède par effraction numérique à la base de données logée sur les serveurs informatiques de l'administration ;
- met en distribution des dispositifs électroniques de facturation non homologués ou permissifs ;
- utilise des logiciels non homologués pour la facturation.

5) Les fournisseurs de logiciel de facturation ou de système de facturation d'entreprise qui ne satisfont pas à l'obligation de mise en conformité dans les délais fixés par voie réglementaire, ou qui procèdent à l'installation de systèmes de facturation d'entreprise non homologués par l'administration fiscale pour les personnes assujetties sont passibles d'une amende de 5 millions de francs CFA.

La même amende est applicable aux assujettis ayant conçu ou fait concevoir de système de facturation d'entreprise qui ne présentent pas une attestation de conformité délivrée par le Directeur Général des Impôts ou qui utilisent des systèmes de facturation homologués mais modifiés après homologation.

En cas de récidive, l'amende est portée à dix millions francs CFA.

6) Sans préjudice des sanctions pénales, toute modification du système de facturation d'entreprise ou l'usurpation d'identité d'autrui à des fins d'émission de factures électroniques normalisées frauduleuses ou falsifiées est passible d'une amende d'un million de francs CFA par facture.

7) Toute autre violation non spécifiée de la réglementation relative aux dispositifs électroniques de facturation est passible d'une amende d'un million de francs CFA.

8) L'administration des sanctions prévues au présent article ne fait obstacle ni au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et tout autre impôt sur la consommation élundés et des pénalités y relatives, ni aux poursuites pénales contre les auteurs et leurs complices.

B- Des dispositions douanières

Chapitre 1 : A l'exportation

Section 1 : Filière bois

Article 1 : Les produits transformés du bois sont soumis à un droit de sortie conformément au barème suivant :

- première transformation : 15% de la valeur mercuriale ;
- deuxième transformation : 10% de la valeur mercuriale ;
- troisième transformation : 3,5% de la valeur mercuriale.

Article 2 : Les valeurs mercuriales des produits du bois sont fixées par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'Economie et des Forêts.

Section 2 : Secteur minier aurifère

Article 3 : Les lingots d'or sont soumis à un droit de sortie de 1% de leur valeur en douane à l'exportation.

Chapitre 2 : A l'importation

Section 1 : Mise à la consommation des produits issus des zones d'investissement spéciales

Article 4 : Les produits obtenus au sein des zones d'investissement spéciales mis à la consommation sur le marché national sont soumis à un droit d'importation au taux réduit de 10 % de leur valeur en douane.

Section 2 : Lutte contre la vie chère

Article 5 : Les produits de première nécessité soumis au régime de liberté contrôlée ou de blocage des prix dans le cadre de la lutte contre la vie chère, sont soumis à un taux de droit réduit de 5% de leur valeur en douane, à l'importation.

Un arrêté conjoint des Ministres chargés de l'Economie et du Commerce détermine la liste des produits éligibles aux avantages consentis pour une période ne pouvant excéder six (06) mois.

Section 3 : Exclusion des recettes affectées et des redevances pour services rendus du champ des exonérations des droits et taxes

Article 6 : Les marchandises introduites en exonération des droits et taxes sont assujetties au paiement de toute taxe ou prélèvement affecté aux organisations internationales, communautaires et aux personnes morales autres que l'Etat, ainsi qu'aux redevances et rémunérations pour services rendus dont elles sont passibles.

Section 4 : Taxation des logiciels importés ou téléchargés par voie électronique

Article 7 : Sans préjudice des dispositions fiscales prévues par les textes en vigueur, notamment dans le Code Général des Impôts (CGI), les logiciels, redevances, droits d'usage, licences et mises à jour sont soumises aux modalités de dédouanement ci-après quel que soit le moyen d'entrée au Gabon :

- a) les logiciels importés contenus dans un support sont déclarés à la position tarifaire dudit support. Leur valeur imposable pour la détermination des droits et taxes de douane est constituée du coût de ce support auquel s'ajoute celui du logiciel.
- b) les logiciels importés à travers les machines automatiques de traitement de l'information et des unités de mémoire des positions tarifaires 8471.41 00000 à 8471.90 00000 font l'objet de classements distincts. Les machines et les unités sont classées selon leur position tarifaire spécifique. Les logiciels sont classés séparément à la position tarifaire 8523.80.00200 qui relève de la troisième catégorie du tarif extérieur commun.
- c) les logiciels acquis par téléchargement qui relèvent de la position tarifaire 8523.80.00100 classée à la 3^e catégorie du tarif extérieur commun, doivent également faire l'objet d'une déclaration en détail suivant les modalités précisées par des textes particuliers.
- d) s'agissant des redevances, licences, mises à jour et droits d'usage, leur coût intégré dans la valeur en douane des marchandises importées ou à importer auxquelles ils se rapportent lorsqu'ils constituent une condition de la vente desdites marchandises. Dans ce cas, leur valeur est intégrée à celle de ces marchandises importées qui, seules font l'objet de classement tarifaire. »

Textes Fiscaux Non Codifiés (TFNC)

Titre 4 : Taxes diverses

Section 1 : Impôts et taxes divers non codifiés

Sous-section 1 : contribution pour les ordures ménagères

Article 5 : Les dispositions des articles 7 à 16 de la loi n° 047/2018 du 30 janvier 2019 déterminant les ressources et charges de l'Etat pour l'année 2019, relatives à la contribution pour les ordures ménagères, sont abrogées.

Sous-section 2 : Contribution pour l'amélioration du cadre de vie

Article 6 : Il est institué une contribution pour l'amélioration du cadre de vie due par les personnes physiques ou morales disposant d'un contrat d'abonnement d'électricité en République Gabonaise.

Article 7 : 1) Sont exonérées de la contribution susvisée, les personnes physiques bénéficiant de la prise en charge des compteurs sociaux.

2) Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par le paiement de la facture d'électricité.

Article 8 : Le taux de la contribution est fixé à 9 % du montant hors taxes de la facture d'électricité.

Article 9 : 1) La contribution doit être collectée, déclarée et payée par les distributeurs d'électricité.

- 2) Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues en matière de TVA.
- 3) Le produit de la contribution est affecté au financement des travaux destinés à l'amélioration du cadre de vie, notamment la construction des voiries et réseaux divers et aux activités de ramassage des ordures ménagères, balayage des rues et au curage des caniveaux.
- 4) La recette générée par cette taxe ne peut être compensée par des créances des redevables sur l'État.

Sous-section 3 : Taxe sur la protection de l'environnement

Article 10 : sont soumises à la taxe sur la protection de l'environnement, les personnes physiques et morales ci-dessous citées, lorsqu'elles ne sont pas assujetties par ailleurs à une taxe de même nature :

- les sociétés industrielles, pétrolières, minières et d'exploitation des carrières ;
- les entreprises productrices et importatrices d'emballages en matière plastique ;
- les importateurs des emballages non bio dégradables ;
- les entreprises de gestion de déchets hospitaliers ou assimilés ;
- les entreprises de gestion de déchets industriels dangereux ;
- les entreprises de production et d'importation de lubrifiant, huile, graisse et autres préparations lubrifiantes susceptibles de produire des huiles usagées ;
- les entreprises de production et d'importation de peinture, vernis, solvant, détergent, pesticide, engrais et autres produits chimiques pouvant représenter un risque significatif pour la santé et l'environnement.

Article 11 : La taxe sur la protection de l'environnement est établie annuellement et son montant est déterminé en fonction :

- des tonnes de déchets, minerais extraits et carrières ;
- du litre de lubrifiant et autres produits chimiques.

Article 12 : Sont exonérés de la taxe sur la protection de l'environnement :

- les établissements publics et les collectivités locales ;
- les sociétés coopératives de consommation ;
- les exploitants individuels ainsi que les sociétés de coopératives agro-sylvo-pastorales et leurs unions exerçant l'apiculture, l'aquaculture, l'élevage de lapin et de volailles, la pisciculture ;

- les associations se livrant à des activités entrant dans le cadre de l'enseignement ou de la formation afférant au développement rural ;
- les ménages en ce qui concerne la consommation de gaz et pétrole lampant ;
- la fabrication de savon artisanal ;
- les matériels et intrants relatifs aux énergies renouvelables.

Article 13 : Le tarif de la taxe sur la protection de l'environnement est fixé ainsi qu'il suit :

- 500 FCFA par KG d'emballages en matière plastique ;
- 5000 FCFA par mètre cube de minéraux extraits ;
- 2500 FCFA par tonne de déchets industriels dangereux ;
- 2500 FCFA par tonne de déchets hospitaliers ou assimilés ;
- 500 FCFA par litre de lubrifiants, peinture et autres produits chimiques ;
- 500 FCFA par KG de produits non bio dégradables.

Article 14 : La taxe sur la protection de l'environnement est recouvrée par le Receveur des Impôts territorialement compétent. Le redevable de la taxe est tenu de la verser spontanément au plus tard au 30 mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la taxe est due.

Article 15 : Des textes réglementaires définissent, en tant que de besoin, les modalités pratiques d'application de la taxe sur la protection de l'environnement.

Sous-section 4 : Exonération de la TVA sur les biens d'équipement et des matériels importés par les opérateurs du secteur extractif

Article 16 : les biens d'équipement et matériels acquis auprès des fournisseurs étrangers et destinés aux activités minières, pétrolières et forestières sont importés en exonération de TVA, que ces importations soient effectuées directement par l'opérateur ou par l'un quelconque de ses fournisseurs ou sous-traitants inscrits sur une liste établie conjointement par l'Administration fiscale et l'Administration compétente du secteur concerné.

CHAPITRE 2 : DE L'EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 17 : Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à la somme de **quatre mille trois cent vingt-sept milliards deux cent huit millions cent soixante-douze mille trente-deux (4.327.208.172.032) FCFA** dont **seize milliards quatre cent quatorze millions cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent (16.414.194.700) FCFA** au titre des dons, legs et fonds de concours.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

Titres et catégories	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
RECETTES BUDGETAIRES			Valeur	%
Titre 1 : Recettes fiscales	1 854 349 442 778	2 404 078 447 652	549 729 004 874	30%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	30 347 574 764	16 414 194 700	-13 933 380 064	-46%
Titre 3 : Cotisations sociales	38 337 286 960	38 337 286 960	0	0%
Titre 4 : Autres recettes	1 073 474 648 271	1 868 378 242 721	794 903 594 450	74%
TOTAL RECETTES	2 996 508 952 772	4 327 208 172 032	1 330 699 219 260	44%

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires

Compte PCE	Nature de la recette	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
				Valeur	%
71	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 854 349 442 778	2 404 078 447 652	549 729 004 874	30%
711	Impôts sur les sociétés	642 205 974 664	723 801 060 208	81 595 085 544	13%
711 101	Sociétés pétrolières	308 100 000 000	226 885 875 833	-81 214 124 167	-26%
711 201	Sociétés minières	81 591 540 345	53 271 308 098	-28 320 232 247	-35%
711 303	Retenues à la source	54 977 207 518	88 079 902 478	33 102 694 960	60%
711 801	Autres sociétés	197 537 226 801	355 563 973 798	158 026 746 998	80%
712	Impôts sur les personnes	169 907 216 865	233 944 358 846	64 037 141 981	38%
712 101	Impôts sur le revenu des personnes physiques	31 854 972 505	49 306 198 811	17 451 226 306	55%
712 802	Acomptes versés par les salariés	102 232 254 255	136 738 395 640	34 506 141 385	34%
712 801	Taxe complémentaire sur les salaires	35 714 669 207	47 748 372 689	12 033 703 482	34%
7 121	Impôts forfaitaires sur le revenu	105 320 898	151 391 706	46 070 808	44%
711 801	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	30 809 505 443	50 245 599 115	19 436 093 672	63%
714 304	Taxe de formation professionnelle	2 763 711 630	3 869 011 878	1 105 300 248	40%
7 131	Droits et taxes sur la propriété	23 397 629 403	42 686 387 807	19 288 758 404	82%
7 131	Droits de mutations	19 516 650 724	35 035 191 665	15 518 540 941	80%
713 103	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	3 880 978 679	7 651 196 142	3 770 217 463	97%
	Taxes sur les biens et services	476 483 782 862	604 166 500 302	127 682 717 440	27%
714 308	Redevance d'Usure de la Route	37 390 195 544	54 587 036 064	17 196 840 520	46%
714 305	Taxe sur les carburants	2 572 506 524	6 000 000 000	3 427 493 476	133%
714 101	Taxe sur la valeur ajoutée	309 595 473 865	398 859 739 147	89 264 265 282	29%
714 311	Droits d'accises	27 338 220 487	41 345 924 333	14 007 703 846	51%
714 310	Taxe sur les jeux de hasard	1 107 827 355	1 244 204 560	136 377 205	12%
714 309	Taxe sur les Transferts	2 552 852 364	3 689 068 187	1 136 215 823	45%
714	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	9 966 700 646	13 031 456 925	3 064 756 279	31%
715 305	Contribution Spéciale de solidarité	26 684 890 152	29 785 164 359	3 100 274 207	12%
Total Amortissement	Redevance audiovisuelle	1 827 282 979	1 317 831 929	-509 451 049	-28%
714 318	Taxe sur les véhicules de luxe	86 900 236	0	-86 900 236	-100%
7 143	Taxe sur les véhicules neufs	0	63 912 314	63 912 314	-
721 107	Taxe de fermage-forêts	236 021 919	236 021 919	0	0%
721 108	Taxe de transferts forestiers-forêts	803 203 340	803 203 340	0	0%
7 143	Redevance Universelle	2 453 004 000	2 453 004 000	0	0%

Compte PCE	Nature de la recette	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
				Valeur	%
714 314	Contribution Spéciale de l'Eau	1 058 415 750	1 058 415 750	0	0%
714 315	Contribution Spéciale de l'Electricité	6 955 303 500	6 955 303 500	0	0%
722 016	Ristournes Licence de transports	207 264 600	207 264 600	0	0%
722 014	Ristournes Cartes grises	155 448 450	155 448 450	0	0%
722 013	Ristournes Permis de conduire	103 632 300	103 632 300	0	0%
723 105	Amendes transactionnelles Forêts	805 600 000	805 600 000	0	0%
722 018	Ristournes DG Marine Marchande	2 533 011 129	2 533 011 129	0	0%
723 107	Ristournes DGCC	1 081 038 632	1 081 038 632	0	0%
723	Ristournes CNLCEI	732 552 800	732 552 800	0	0%
722 023	Frais de passation et des Marchés publics	3 460 248 000	3 460 248 000	0	0%
722 024	Frais d'attestation de non exclusion Marché pub	6 815 640	6 815 640	0	0%
722 015	Taxes sur Frêt ferroviaire	4 123 365 306	4 123 365 306	0	0%
716 108	Frais de procédures judiciaires	2 304 706 274	2 304 706 275	0	0%
714 306	Redevance passager	19 556 575 861	16 420 489 578	-3 136 086 283	-16%
7 143	Redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques	8 528 438 415	8 528 438 415	0	0%
7 143	Taxe Solidarité Billet	46 768 500	64 084 555	17 316 054	37%
714	Redevance de Navigation Intérieure (RNI)	1 716 159 800	1 716 159 800	0	0%
721 114	Agrément professionnel d'exploitation forestière (DG Forêt)	2 025 000	2 025 000	0	0%
721 115	Agrément professionnel de fermage (DG Forêt)	8 550 000	8 550 000	0	0%
721 116	Agréments professionnels l'agrément professionnel en matière d'industrie du bois (DG Industrie)	112 745 002	112 745 002	0	0%
721 102	Taxe de sciage	20 888 492	20 888 492	0	0%
721 116	Amendes (DG Industries)	301 150 000	301 150 000	0	0%
721 117	Agrément pour l'exercice d'une activité ayant une incidence sur l'environnement (DG Environnement)	15 000 000	15 000 000	0	0%
721 117	Amendes (DG environnement)	30 000 000	30 000 000	0	0%
721 118	Frais de licence ozone (DG environnement)	3 000 000	3 000 000	0	0%
	Droits et taxes de douanes	488 495 654 067	707 353 943 029	218 858 288 962	45%
	Droits et taxes à l'importation	434 498 821 395	625 433 827 544	190 935 006 149	44%
715 301	Taxe communautaire d'Intégration	9 912 540 327	14 434 586 845	4 522 046 518	46%
715 302	Contribution Communautaire d'Intégration	2 456 917 556	3 577 749 867	1 120 832 311	46%
715 303	Prélèvement OHADA	3 652 291 379	5 318 446 670	1 666 155 291	46%
715 304	Contribution au financement de l'U.A.	894 732 272	1 302 904 225	408 171 954	46%
715 103	Redevance informatique	19 839 465 417	28 890 120 703	9 050 655 287	46%
715 834	Contentieux (Amendes)	825 685 408	1 202 358 562	376 673 154	46%
715 835	Travail Extra Legal	119 393 535	173 860 210	54 466 676	46%
715 109	Droit de douane import	199 534 994 979	282 414 022 920	82 879 027 941	42%
714 101	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	167 143 756 098	243 393 820 702	76 250 064 604	46%
715 108	Droit d'accises	14 061 333 256	21 342 805 925	7 281 472 670	52%
715 101	Surtaxe temporaire	112 201 153	163 386 704	51 185 550	46%
715 107	Précompte IRPP	198 509 732	289 068 783	90 559 051	46%
779 101	Intérêt de crédit	1 324 836 691	1 929 219 922	604 383 231	46%
715 305	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	14 253 861 863	20 756 395 450	6 502 533 587	46%
715 836	Magasinage	67 608 387	98 450 962	30 842 575	46%
715 831	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	71 923 816	104 735 066	32 811 250	46%
715 832	Ventes aux enchères	28 769 526	41 894 027	13 124 500	46%
	Droits et taxes à l'exportation	53 996 832 672	81 920 115 485	27 923 282 813	52%
715 201	Droit de sortie Mines	35 374 987 605	44 060 789 272	8 685 801 667	25%

Compte PCE	Nature de la recette	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
				Valeur	%
715 205	Taxe d'abattement et droit de sortie/ Bois débités et ouvrages	18 404 735 755	37 504 039 576	19 099 303 821	104%
715 819	Timbre Douanier	10 219 116	8 106 435	-2 112 681	-21%
715 113	Taxe sur les produits minéraux	206 890 195	347 180 202	140 290 007	68%
	Autres recettes fiscales	20 285 967 843	38 011 586 467	17 725 618 624	87%
7 231	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	8 177 262 922	15 247 026 394	7 069 763 472	86%
7 231	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	3 000 000	3 000 000	0	0%
721 112	Taxe de superficie-forêts	10 308 163 254	19 238 660 772	8 930 497 518	87%
	Autres taxes	1 797 541 668	3 522 899 301	1 725 357 634	96%
	TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	30 347 574 764	16 414 194 700	-13 933 380 064	-46%
74	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	30 347 574 764	16 414 194 700	-13 933 380 064	-46%
	Fonds de concours y compris PID/PIH	29 526 022 064	10 656 900 000	-18 869 122 064	-64%
741	Dons des institutions internationales	821 552 700	5 757 294 700	4 935 742 000	601%
	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	38 337 286 960	38 337 286 960	0	0%
7 251	Cotisations retraites (y.c agents publics en détachement)	27 557 316 810	27 557 316 810	0	0%
7 251	Cotisations CNAMGS	10 779 970 150	10 779 970 150	0	0%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	1 073 474 648 271	1 868 378 242 721	794 903 594 450	74%
773	Revenus des participations	160 763 775 420	133 670 038 907	-27 093 736 512	-17%
773 101	Participations dans les sociétés pétrolières	85 000 000 000	75 000 000 000	-10 000 000 000	-12%
773 102	Participations dans les sociétés minières	31 417 274 528	29 069 738 207	-2 347 536 321	-7%
773 103	Participations dans les autres sociétés	44 346 500 891	29 600 300 700	-14 746 200 191	-33%
7 214	Revenus du domaine foncier	91 144 404	33 362 039	-57 782 365	-63%
7 212	Revenus du domaine pétrolier	780 006 310 447	1 288 114 124 167	508 107 813 720	65%
7 212	Ventes Etat Gaz	10 000 000 000	20 000 000 000	10 000 000 000	100%
721 202	Redevance pétrolière	390 816 526 854	516 332 043 884	125 515 517 030	32%
721 206	Redevance gazière	1 189 783 593	1 247 958 980	58 175 387	5%
721 203	Contrat de partage	360 000 000 000	642 241 321 303	282 241 321 303	78%
721 303	Redevance superficière	3 000 000 000	2 500 000 000	-500 000 000	-17%
	Boni sur attribution de permis	15 000 000 000	105 792 800 000	90 792 800 000	605%
7 213	Revenus du domaine minier	29 293 390 844	22 161 444 486	-7 131 946 357	-24%
7 213	Redevance minière proportionnelle	15 197 977 509	0	-15 197 977 509	-100%
	Revenus du domaine forestier	44 099 939	61 997 878	17 897 939	41%
	Recettes diverses non fiscales	88 077 949 708	424 337 275 243	336 259 325 535	382%
	Recettes de régies (R7 affectées)	47 335 078 495	84 289 809 471	36 954 730 975	78%
714 301	. Patentes	2 953 334 732	14 890 426 894	11 937 092 162	404%
714 302	. Licences	3 171 530 495	372 744 314	-2 798 786 181	-88%
7 214	. Contribution Foncière Unique	24 884 113 568	40 700 336 306	15 816 222 738	64%
713 103	. Impôt Synthétique Libérateur	127 167 031	5 163 875 840	5 036 708 810	3961%
714 316	. Fonds National de l'habitat	10 457 119 751	14 856 015 814	4 398 896 063	42%
714 313	. Contribution pour les ordures ménagères	5 741 812 919	0	-5 741 812 919	-100%
	. Contribution pour l'amélioration du cadre de vie		8 306 410 302	8 306 410 302	-
722	Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	0	0%
722 006	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	1 091 349 000	1 091 349 000	0	0%
722 008	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	0	0%
722 009	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	0	0%
722 007	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	0	0%
7 131	Revenus du patrimoine immobilier	1 038 000 000	1 038 000 000	0	0%
7 131	ROPPRON	103 846 504	103 846 504	0	0%
722 021	Redevance pour carte de commerçant yc pénalités	313 951 200	313 951 200	0	0%

Compte PCE	Nature de la recette	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
				Valeur	%
722 022	Redevance pour Agrément Technique des Rebuts yc pénalités	376 741 440	376 741 440	0	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique Industriel yc pénalités	104 650 400	104 650 400	0	0%
721 113	Ventes de bois illégal ou abandonné	3 222 400 000	3 222 400 000	0	0%
722 015	Recettes ferroviaires	2 352 000 000	2 352 000 000	0	0%
722	Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE	2 731 800 000	0	-2 731 800 000	-100%
722	Agrément PME	36 000 000	36 000 000	0	0%
722	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations à l'IUSO	500 000 000	500 000 000	0	0%
721 119	Autorisation administratives(DG Environnement)	35 000 000	35 000 000	0	0%
721 120	Autorisation spéciale ozone (DG environnement)	5 000 000	5 000 000	0	0%
721 121	Permis CITES (DG faune et aires protégées)	1 600 000	1 600 000	0	0%
721 122	Permis ordinaire de chasse (DG faune et aires protégées)	3 150 000	3 150 000	0	0%
721 122	Permis de port d'armes (DG faune et aires protégées)	1 575 000	1 575 000	0	0%
721 104	Prestations pour les entreprises forestières (AEAFFB)	12 000 000	12 000 000	0	0%
721 104	Appui technique aux entreprises (AEAFFB)	138 000 000	138 000 000	0	0%
721 104	Frais de formations (ENEF)	150 000 000	150 000 000	0	0%
721 104	Amendes (ANPN)	82 500 000	82 500 000	0	0%
721 104	Entrées touristiques (ANPN)	133 455 438	133 455 438	0	0%
721 104	Redevance Airtel (ANPN)	62 000 000	62 000 000	0	0%
721 104	Beurre de Moabi (ANPN)	5 000 000	5 000 000	0	0%
721 104	Frais de gestion des projets (ANPN)	119 000 000	119 000 000	0	0%
721 104	Concession exploitation EPC (ANPN)	18 000 000	18 000 000	0	0%
7 211	Livres ANPN	1 000 000	1 000 000	0	0%
722	Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)	5 018 182 724	5 018 182 724	0	0%
	Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée	4 874 915 000	4 874 915 000	0	0%
	Amendes sur Infractions routières	167 952 773	167 952 773	0	0%
	Engagement décennal	178 290 000	178 290 000	0	0%
	Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC)		10 160 000 000	10 160 000 000	-
	Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG)		214 000 000 000	214 000 000 000	-
	Recettes diverses administrations		2 228 698 656	2 228 698 656	-
	Recettes diverses opérateurs et autres		88 842 471 158	88 842 471 158	-
724	Autres recettes	15 960 430 652	2 765 655 398	-13 194 775 254	-83%
	TOTAL RECETTES PROPRES	2 996 508 952 772	4 327 208 172 032	1 330 699 219 260	44%

CHAPITRE 3 : DE L'AFFECTATION DES RECETTES

Article 18 : Les dépenses des recettes affectées sont adossées au rendement de recettes recouvrées.

Les recettes et les contributions ci-après sont entièrement recouvrées au profit des bénéficiaires visés ci-dessous ainsi qu'il suit :

Tableau d'affectation des recettes (en pourcentage)

Nature de la recette	Sociétés pétrolières	Sociétés minières	Retenues à la source	Autres sociétés	Taxe complémentaire sur les salaires	Impôts forfaitaires sur le revenu	Autres impôts sur les personnes	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	Taxe de formation professionnelle	Taxe sur les carburants	Taxe sur la valeur ajoutée	Taxe sur les Transferts	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	Contribution Spéciale de solidarité	Redevance audiovisuelle	Taxe sur les véhicules neufs	Taxe sur les retraits	Taxe des lotisseurs	Redevance Universelle	Contribution Spéciale de l'Eau	Contribution Spéciale de l'Electricité
	100	100	100	100	100	100	100	100	0	0	100	100	100	0	0	100	100	100	0	0	0
IUSO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ENEF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agrément PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Compte de Commerce développement durable de la pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
ARTF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
ADP Zone instable	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Fonds de solidarité Covid-19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
ANUTTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
ADP Travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
ADP Exam Concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
CAS Sal Pub	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
CAS Pensions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	100
CAS Service Universel des Télécommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0
Union Africaine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OHADA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEEAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEMAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Formation pour le secteur privé	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Promotion Audiovisuelle et Cinéma	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0
CAS Financement de l'Habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANPN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CNAMGS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0
CAS Valorisation du Patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Collectivités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Budget Général	100	100	100	100	100	100	100	100	0	0	100	100	100	0	0	0	100	100	100	0	0

IUSO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ENEF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agrément PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Compte de Commerce développement durable de la pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARTF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ADP Zone instable	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité Covid-19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANUTTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
ADP Travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ADP Exam Concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0
CAS Sal Pub	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0
CAS Pensions	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Service Universel des Télécommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Union Africaine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OHADA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEEAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEMAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Formation pour l'emploi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Promotion Audiovisuelle et Cinéma	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Financement de l'Habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0
ANPN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CNAMGS	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Valorisation du Patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Collectivités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0
Budget Général	100	100	100	0	0	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0
Nature de la recette	Taxe sur les produits minéraux	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	Autres taxes	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	Cotisations CNAMGS	Participations dans les sociétés pétrolières	Revenus du domaine foncier	Ventes Etat Gaz	Redevance pétrolière	Redevance gazière	Contrat de partage	Redevance superficière	Boni sur attribution de permis	Redevance minière proportionnelle	Revenus du domaine forestier	Fonds National de l'habitat	Contribution pour les ordures ménagères	Taxe vicinale	Redevance Examen et concours	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC

IUSO	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ENEF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agrément PME	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Compte de Commerce développement durable de la pêche	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARTF	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ADP Zone instable	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité Covid-19	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANUTTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ADP Travail	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ADP Exam Concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Sal Pub	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Pensions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Service Universel des Télécommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Union Africaine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OHADA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEEAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEMAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Formation pour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Promotion Audiovisuelle et	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Financement de l'Habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANPN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
CNAMGS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAS Valorisation du Patrimoine	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Collectivités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Budget Général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nature de la recette	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	Revenus du patrimoine immobilier	Redevance tests Covid VIP	Recettes ferroviaires	Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE	Agrément PME	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations à l'IUSO	Frais de formations (ENEF)	Amendes (ANPN)	Entrées touristiques (ANPN)	Redevance Airtel (ANPN)	Beurre de Moabi (ANPN)	Frais de gestion des projets (ANPN)	Concession exploitation EPC (ANPN)	Livres ANPN	Enchères de biens saisis	Ventes de biens et services					

Article 19 : Les autres affectations ci-dessus font l'objet de la répartition ci-après :

Tableau des autres affectations de recettes (en pourcentage)

Nature de la recette	Tableau des autres affectations de recettes (en pourcentage)															
	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CAS Entretien du patrimoine routier de l' Etat	Fonds de Péréquation Collectivités	CAS Promotion du Sport	ANPN	ADP Lutte anti-tabac	ADP Documents de Transport	ADP Marine Marchande	SEM	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds de Soutien Minier	Agence d'Exécution de la Filière Forêt-Bois
Impôts sur le revenu des personnes physiques	92,6	7,1	0	0	0,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés par les salariés	92,6	7,1	0	0	0,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits de mutations	99	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	79	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits d'accises	69,1 4	0	0	0	0	30,02	0	0,84	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les jeux de hasard	30	0	0	0	0	50	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe de fermage-forêts	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe de transferts forestiers-forêts	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Licence de transports	60	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Cartes grises	60	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Permis de conduire	60	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0
Amendes transactionnelles Forêts	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Marine Marchande	60	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0
Ristournes Concurrence et Consommation	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes CNLCEI	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais de passation et des Marchés publics	50,2 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49,80	0
Frais d'attestation de non exclusion Marché pub	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80	0
Frais de procédures judiciaires	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Redevance d'Usure de la Route	0	0	10	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CAS Entretien du patrimoine routier de l' Etat	Fonds de Péréquation Collectivités	CAS Promotion du Sport	ANPN	ADP Lutte anti-tabac	ADP Documents de Transport	ADP Marine Marchande	SEM	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds de Soutien Minier	Agence d'Exécution de la Filière Forêt-Bois	Fonds Souverain de la République Gabonaise	ADP Concurrence et Consommation	CNLCEI	ARMP	Cour des Comptes	ARCEP	ANINF	ANBG	ADP Min Intérieur	DG de l'Economie et de la Politique Fiscale	Autorité pour la Protection des Données	DG Sécurité routière
Redevance pour Agrément Technique Industriel yc pénalités	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de bois illégal ou abandonné	35,1 5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64,85	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autorisation administratives (DG Environnement)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autorisation spéciale ozone (DG environnement)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis CITES (DG faune et aires protégées)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis ordinaire de chasse (DG faune et aires protégées)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis de port d'armes (DG faune et aires protégées)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestations pour les entreprises forestières (AEAFB)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Appui technique aux entreprises (AEAFB)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80	0	0	0	0	0	0
Mise en débit Cour des Comptes	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions mobile money	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60	0	0
Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60	0	0
Amendes sur Infractions routières	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0
Engagement décennal	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	20	0	0	0
Autres recettes	99,7 5	0,25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Le reversement, au profit des bénéficiaires, des montants recouvrés est exécuté proportionnellement au rendement des recettes susvisées. Ce reversement a un caractère évaluatif.

A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 20 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 21 : Les comptes spéciaux intitulés Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Salubrité publique, Financement de l'habitat, Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales, Entretien du patrimoine routier de l'Etat, Service universel des communications électroniques et numérique et Valorisation du patrimoine de l'Etat sont reconduits.

Article 22 : Pour tous les comptes spéciaux, à l'exception de ceux relatifs aux Pensions et aux Prestations familiales et sociales, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale Pensions sont fixés à 5% de la part patronale des dépenses de pension.

Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale Prestations familiales et sociales.

Article 23 : L'exécution des dépenses au titre des comptes spéciaux et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

B- Des dispositions relatives aux comptes de garanties

Article 24 : Au sens de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 62 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 suscité, l'engagement par lequel l'Etat accorde sa caution à un organisme dont il veut faciliter les opérations d'emprunt, en garantissant aux prêteurs le service des intérêts et le remboursement du capital en cas de défaillance de leur débiteur.

La loi de finances fixe, pour chaque bénéficiaire de garantie, le plafond des engagements de l'Etat. En cas de risque de mise en jeu de la garantie, des crédits budgétaires sont ouverts dans la "Dotation pour risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat" à concurrence du risque encouru.

C- Des dispositions relatives aux attributions de produits et fonds de concours

Article 25 : Au titre de l'exercice 2026, les prélèvements opérés au profit des attributions de produits visées aux articles 21 et 22 ci-dessus, sont évalués à la somme de **vingt-cinq milliards deux cent quatre-vingt-douze millions deux cent soixante-neuf mille huit cent dix-sept (25.292.269.817) FCFA** et se répartissent comme suit :

Titres et catégories	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
			Valeur	%
Attributions de Produits et autres recettes affectées	24 909 254 769	25 292 269 817	383 015 048	2%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	228 940 622	346 246 444	117 305 822	51%
Licence de transports (DGTT)	82 905 840	82 905 840	-	0%
Cartes grises (DGTT)	62 179 380	62 179 380	-	0%
Permis de conduire (DGTT)	41 452 920	41 452 920	-	0%
DG Marine Marchande	1 013 204 452	1 013 204 452	-	0%
Fonds de soutien minier	2 100 000	2 100 000	-	0%
Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	-	0%
Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	219 765 840	219 765 840	-	0%
Redevance pour Agrément Technique des Rebutis y compris pénalités	263 719 008	263 719 008	-	0%
Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	73 255 280	73 255 280	-	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	-	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	-	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	-	0%
Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	-	0%
Produits des procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	-	0%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	4 562 851 056	3 045 601 357	-1 517 249 699	-33%
Agrément PME	36 000 000	36 000 000	-	0%
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	-	0%
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	-	0%
ADP engagement décennal (Min intérieur)	35 658 000	35 658 000	-	0%
ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	67 181 109	-	0%
Contrepartie Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	4 123 365 306	-	0%
Autres ADP		1 782 958 924	1 782 958 924	-

Article 26 : Le fonds de concours pour l'année 2026 relatif à la Provision pour Investissement Diversifié (PID)/Provision pour Investissement des Hydrocarbures (PIH) est évalué à la somme de **dix milliards (10.000.000.000) FCFA**.

CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article 27 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 28 : Pour l'année budgétaire 2026, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à la somme de **cinquante-deux milliards sept cent neuf millions trois mille deux cent trois (52.709.003.203) FCFA** et se répartissent comme suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
				Valeurs	%
712	Impôts sur le revenu des personnes physiques y compris précompte IRPP forestier	2 261 703 048	3 500 740 116	1 239 037 068	55%
712	Péréquation Collectivités	402 261 680	558 133 783	155 872 103	39%
712 802	Acomptes versés par les salariés	7 258 490 052	9 708 426 090	2 449 936 038	34%
714 305	Taxe sur les carburants	2 572 506 524	6 000 000 000	3 427 493 476	133%
714 301	Patentes	2 067 334 312	10 423 298 826	8 355 964 513	404%
714 302	Licences	2 220 071 347	260 921 020	-1 959 150 327	-88%
7 214	Contribution Foncière Unique	10 470 544 705	17 125 572 492	6 655 027 787	64%
713 103	ISL	89 016 921	3 614 713 088	3 525 696 167	3961%
7 131	ROPPRON	51 923 252	51 923 252	0	0%
7 131	Prélèvement libératoire/ succession	195 166 507	350 351 917	155 185 409	80%
7 213	Taxe sur les carrières	1 464 669 542	1 108 072 224	-356 597 318	-24%
724	Vente de terrains communaux	4 360 501	6 850 394	2 489 893	57%
	TOTAL RECETTES	29 058 048 393	52 709 003 203	23 650 954 810	81%

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 28 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier, sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges.

En dehors de celles relatives à la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI) qui sont régies par les textes Communautaires en la matière, les autres recettes sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine.

Article 29 : Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à la somme de **vingt-quatre milliards six cent trente-trois millions six cent quatre-vingt-sept mille six cent sept (24.633.687.607) FCFA** au titre de l'année 2026. Il se répartit comme suit :

Nature PCE	Titres et catégories	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
				Valeurs	%
	Contributions Communautaires	16 916 481 533	24 633 687 607	7 717 206 074	46%
715301	Taxe communautaire d'Intégration	9 912 540 327	14 434 586 845	4 522 046 518	46%
715302	Contribution Communautaire d'Intégration	2 456 917 556	3 577 749 867	1 120 832 311	46%
715303	Prélèvement OHADA	3 652 291 379	5 318 446 670	1 666 155 291	46%
715304	Contribution à l'Union Africaine.	894 732 272	1 302 904 225	408 171 954	46%

C- Des dispositions relatives aux établissements publics

Article 30 : Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics estimées à la somme de **trois cent quatre-vingt-quinze milliards trois cent onze millions cent vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quinze (395 311 125 595) FCFA**, conformément aux dispositions en vigueur, sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
				Valeurs	%
714 310	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	221 565 471	248 840 912	27 275 441	12%
721 104	Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	420 955 438	420 955 438	-	0%
721 104	Frais de formations (ENEF)	150 000 000	150 000 000	-	0%
715 305	Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	40 938 752 015	50 541 559 809	9 602 807 795	23%
7 251	Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	10 779 970 150	10 779 970 150	-	0%
773 102	Participations minières (SEM)	5 030 357 674	4 654 483 334	-375 874 341	-7%
724	Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt bois)	4 599 471 862	6 323 300 818	1 723 828 955	37%
723	Produit des procédures de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI)	512 786 960	512 786 960	-	0%
722 015	Recettes ferroviaires (ARTF)	2 352 000 000	2 352 000 000	-	0%
722 006	Ristourne sur Amendes et divers (ANUTTC)	1 091 349 000	1 091 349 000	-	0%
722 023	Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)	1 728 656 016	1 728 656 016	-	0%
	Développement infrastructures aéroportuaires (GSEZ GABON)	-	-	-	-
	Redevance de Navigation Intérieure (CNNII)		-	-	-
	Produits engagements décennal (ANBG)	124 803 000	124 803 000	-	0%
	Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP)	2 924 949 000	2 924 949 000	-	0%
722	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	500 000 000	500 000 000	-	0%
	Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC)		10 160 000 000		
	Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG)		214 000 000 000		
	Autres Prélèvements		88 842 471 158	88 842 471 158	-
	TOTAL RECETTES	71 375 616 587	395 356 125 595	323 980 509 008	454 %

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 31 : Les dépenses budgétaires de l'Etat pour l'année 2026 sont arrêtées à la somme de **cinq mille huit cent quatre-vingt-sept milliards huit cent quatre-vingt-dix-huit millions cent dix-sept mille cinq cent huit (5.887.898.117.508) FCFA**.

Elles comprennent :

- les dépenses du budget général, arrêtées à la somme de **cinq mille six cent trente-trois milliards sept cent quatre-vingt-onze millions trois cent quarante mille cinq cent vingt-sept (5.633.791.340.527) FCFA** dont **vingt-cinq milliards deux cent quatre-vingt-douze millions deux cent soixante-neuf mille huit cent dix-sept (25.292.269.817) FCFA** en attributions de produits (ADP) aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, subventions aux collectivités locales et prélèvements aux établissements publics ;
- les dépenses des comptes spéciaux, évaluées à la somme de **deux cent cinquante-quatre milliards cent six millions sept cent soixante-seize mille neuf cent quatre-vingt-et-un (254.106.776.981) FCFA**.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général

Titres et catégories	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	349 463 194 202	419 843 613 137	70 380 418 935	20%
Extérieure	164 061 445 000	171 881 008 000	7 819 563 000	5%
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	164 061 445 000	171 881 008 000	7 819 563 000	5%
Bilatéraux	20 952 135 000	16 883 998 000	-4 068 137 000	-19%
Multilatéraux	36 420 047 000	31 318 615 000	-5 101 432 000	-14%
Banques	10 415 508 000	8 238 392 000	-2 177 116 000	-21%
Marchés Financiers	96 273 755 000	115 440 003 000	19 166 248 000	20%
Intérieur	185 401 749 202	247 962 605 137	62 560 855 935	34%
Intérieurs-DGD	163 194 604 755	219 435 051 661	56 240 446 906	34%
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	163 194 604 755	219 435 051 661	56 240 446 906	34%
Banques intérieures	21 493 386 000	17 054 313 974	-4 439 072 026	-21%
Marchés Financiers	141 701 218 755	202 380 737 687	60 679 518 932	43%
Trésor-dette	22 207 144 447	28 527 553 476	6 320 409 029	28%
Facilités de caisse	3 070 589 494	8 219 059 634	5 148 470 140	168%
Bons du Trésor Assimilables	17 980 401 205	18 493 811 267	513 410 062	3%
Autres frais bancaires	1 156 153 748	1 814 682 575	658 528 826	57%
Titre 2. Dépenses de personnel	825 301 000 000	959 710 096 452	134 409 096 452	16%
Rémunérations du personnel	825 301 000 000	959 710 096 452	134 409 096 452	16%
dont Solde permanente	772 378 733 014	833 700 531 129	61 321 798 115	8%
Rémunérations autres catégories de salariés	37 620 009 476	31 999 565 323	-5 620 444 153	-15%
Primes et indemnités des fonctionnaires	15 302 257 509	94 010 000 000	78 707 742 491	514%
Titre 3. Dépenses de biens et services	378 598 859 955	412 330 022 018	33 731 162 064	9%
Remboursement TVA	65 858 415 853	10 300 000 000	-55 558 415 853	-84%
Remboursement TVA hors pétrole	30 200 000 000	-	-30 200 000 000	-100%
Remboursement TVA pétrole	35 658 415 853	10 300 000 000	-25 358 415 853	-71%
Utilités publiques (eau et électricité)	11 100 000 000	28 289 617 507	17 189 617 507	155%
Utilités publiques (Téléphone et internet)	6 000 000 000	6 000 000 000	0	0%
Missions diplomatiques et postes consulaires (yc rais de scolarité)	15 790 918 833	16 202 145 856	411 227 023	3%
Baux (DGPE)	17 600 008 810	37 971 500 000	20 371 491 190	116%
Structures sanitaires (DRS, CHU, CHR, etc.)yc. médicaments	17 918 036 015		-17 918 036 015	-100%
Universités et grandes écoles	2 361 571 543		-2 361 571 543	-100%
Restauration des apprenants	1 638 376 275		-1 638 376 275	-100%

Titres et catégories	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
			Valeur	%
Examen et concours	4 473 436 716		-4 473 436 716	-100%
Etablissements primaires et secondaires	4 347 189 359		-4 347 189 359	-100%
Œuvres universitaires	3 828 410 275		-3 828 410 275	-100%
Institutions	29 323 388 243	61 200 644 158	31 877 255 915	109%
Défense et sécurité (y compris habillement, alimentation, carburant, etc.)	14 103 377 739		-14 103 377 739	-100%
Autorités administratives	2 044 819 989	3 019 819 989	975 000 000	48%
Dépenses sociales (halte-garderie, centres sociaux, etc.)	394 822 228		-394 822 228	-100%
RGPL	5 945 502 094		-5 945 502 094	-100%
Elections (Référendum, élections locales, sénatoriales, législatives et présidentielle)	31 742 358 406	5 037 860 500	-26 704 497 906	-84%
Autres opérateurs	33 895 153 600		-33 895 153 600	-100%
Dépenses de souveraineté		40 799 824 888	40 799 824 888	
Frais de transport et de déplacement	5 952 042 808	5 952 042 808	0	0%
Prime d'assurance	3 964 989 067	8 364 989 067	4 400 000 000	111%
Aides aux familles	1 150 000 000	0	-1 150 000 000	-100%
Dépenses d'inhumation	1 897 093 591	4 147 093 591	2 250 000 000	119%
Autres biens et services	76 483 059 050	163 839 579 144	87 356 520 094	114%
Attributions de Produits	20 785 889 463	21 168 904 511	383 015 048	2%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	228 940 622	346 246 444	117 305 822	51%
Licence de transports (DGTT)	82 905 840	82 905 840	0	0%
Cartes grises (DGTT)	62 179 380	62 179 380	0	0%
Permis de conduire (DGTT)	41 452 920	41 452 920	0	0%
DG Marine Marchande	1 013 204 452	1 013 204 452	0	0%
Fonds de soutien minier	2 100 000,0	2 100 000,0	0,0	0%
Redevance pour Agrément Technique industriel y compris pénalités	73 255 280	73 255 280	0	0%
Redevance pour carte de commerçant/ Agrément Technique des Rebutis y compris pénalités	483 484 848	483 484 848	0	0%
Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	0	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	0	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	0	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	0	0%
Fonds Souverain de la République gabonaise	4 562 851 056	3 045 601 357	-1 517 249 699	-33%
Procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	0	0%
Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	0	0%
Agrément PME	36 000 000	36 000 000	0	0%
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	0	0%
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	0	0%
ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	67 181 109	0	0%
ADP engagement décennal (Min Intérieur)	35 658 000,0	35 658 000,0	0	0%
Nouvelles recettes (ADP)		1 782 958 924,4		
Titre 4. Dépenses de transfert	350 957 255 192	441 451 919 836	90 494 664 644	26%
Soutien des prix des produits pétroliers	88 000 000 000	12 200 000 000	-75 800 000 000	-86%
Soutien à la farine	2 000 000 000		-2 000 000 000	-100%
Bourses	82 336 063 460	101 535 000 000	19 198 936 540	23%
Secondaire	7 089 098 000	7 089 098 000	0	0%

Titres et catégories	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
			Valeur	%
Supérieur	75 246 965 460	94 445 902 000	19 198 936 540	26%
Restauration des apprenants	8 500 000 000	10 138 376 275	1 638 376 275	19%
Cotisations internationales	8 922 375 951	8 922 375 951	0	0%
Frais d'écologie	6 882 673 994	6 882 673 994	0	0%
Gratuité des inscriptions	4 235 294 118	4 235 294 118	0	0%
Gratuité des transports	3 571 445 596		-3 571 445 596	-100%
TRANSURB	1 417 937 796		-1 417 937 796	-100%
SOGATRA	1 673 200 000		-1 673 200 000	-100%
TRANSAKANDA	480 307 800		-480 307 800	-100%
Subvention opérateurs de transport	6 959 118 962		-6 959 118 962	-100%
Dépenses sociales	8 466 164 665	10 515 642 572	2 049 477 907	24%
Filets sociaux	3 337 615 219	3 337 615 219	0	0%
Personnes âgées	1 147 500 000	1 147 500 000	0	0%
Gratuité des accouchements	2 567 341 304	2 567 341 304	0	0%
Samu social	1 413 708 142	3 463 186 049	2 049 477 907	145%
Subvention aux collectivités locales	16 421 782 999	19 750 672 148	3 328 889 149	20%
Dépenses d'inhumation	1 250 000 000	1 250 000 000	0	0%
Primes d'assurance	400 000 000	400 000 000	0	0%
Dépenses de souveraineté		116 000 000 000	116 000 000 000	
Institutions	7 330 426 517	8 375 475 306	1 045 048 789	14%
Autorités administratives	1 740 068 679	1 740 068 679	0	0%
Structures sanitaires (DRS, CHU, CHR, etc.) y ompris. Médicaments	15 449 518 318	28 115 549 463	12 666 031 145	82%
Œuvres universitaires	8 829 534 412	0	-8 829 534 412	-100%
Universités et grandes écoles	1 648 502 557	5 355 118 210	3 706 615 653	225%
Part Patronale CNAMGS	16 093 500 000	16 093 500 000	0	0%
Autres opérateurs	23 895 153 600	23 895 153 600	0	0%
Dons fonctionnement	821 552 700	821 552 700	0	0%
PID-PIH	5 341 582 231		-5 341 582 231	-100%
Autres dépenses de transferts	31 862 496 433	65 225 466 820	33 362 970 387	105%
Titre 5. Dépenses d'investissement	592 621 921 348	3 321 535 024 645	2 728 913 103 297	460%
Développement		3 204 535 024 645	3 204 535 024 645	
Equipement		117 000 000 000	117 000 000 000	
Titre 6. Autres dépenses	65 850 000 000	78 920 664 439	13 070 664 439	20%
Intérieurs-AJE	12 000 000 000	18 686 664 439	6 686 664 439	56%
Protocoles transactionnels	6 000 000 000	6 137 095 385	137 095 385	2%
Condamnations pécuniaires	3 000 000 000	8 388 338 285	5 388 338 285	180%
Séquestres	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0%
Dépenses judiciaires diverses		1 161 230 769	1 161 230 769	
Autres	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Restructuration des entreprises	18 750 000 000	13 000 000 000	-5 750 000 000	-31%
Remboursement des épargnants PostBank	11 000 000 000	11 000 000 000	0	0%
Salaires PostBank	3 795 713 543		-3 795 713 543	-100%
Salaires Africa n°1	386 904 635		-386 904 635	-100%
Autres restructurations	1 567 000 000		-1 567 000 000	-100%
Coûts sociaux de restructuration	2 000 381 822	2 000 000 000	-381 822	0%
Divers	35 100 000 000	47 234 000 000	12 134 000 000	35%
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	35 100 000 000	45 667 000 000	10 567 000 000	30%
Autres contentieux	0	1 567 000 000	1 567 000 000	
Conflit Homme-Eléphant	0	1 567 000 000	1 567 000 000	
TOTAL	2 562 792 230 698	5 633 791 340 528	3 070 999 109 830	120%

TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 32 : Pour l'année 2026, les opérations budgétaires de l'Etat composées des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux sont respectivement arrêtées à la somme de **trois mille huit cent cinquante-quatre milliards cinq cent neuf millions trois cent cinquante-cinq mille six cent vingt-huit (3.854.509.355.628) FCFA** et à celle de **cinq mille huit cent quatre-vingt-sept milliards huit cent quatre-vingt-dix-huit millions cent dix-sept mille cinq cent huit (5.887.898.117.508) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire

RECETTES		PLF 2026	DEPENSES	PLF 2026	Soldes2026
BUDGET GENERAL					-2 033 388 761 880
Titre 1. Recettes fiscales		2 297 317 550 737	Titre 1. Charges financières de la dette	419 843 613 137	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours		16 414 194 700	Titre 2. Dépenses de personnel	959 710 096 452	
Titre 3. Cotisations sociales		10 779 970 150	Titre 3. Dépenses de biens et services	412 330 022 018	
Titre 4. Autres recettes		1 845 469 944 037	Titre 4. Dépenses de transfert	441 451 919 836	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES		4 169 981 659 624	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 321 535 024 645	
PRELEVEMENTS		-569 579 080 976	Titre 6. Autres dépenses	78 920 664 439	
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales		-52 709 003 203			
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales		-24 633 687 607			
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions		-78 880 264 572			
Prélèvement au profit des prestations familiales		-18 000 000 000			
Prélèvement de la CSS (GEF)		-50 541 559 809			
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics		-10 779 970 150			
Prélèvement sur les participations au profit de la SEM		-4 654 483 334			
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)		- 248 840 912			
Prélèvement Agence d'exécution de la filière forêt bois		-6 323 300 818			
Prélèvement Recettes ferroviaires ARTF		-2 352 000 000			
Prélèvement Marchés publics		-1 728 656 016			
Ristourne sur Amendes et divers ANUTTC		-1 091 349 000			
Prélèvement Lutte contre l'enrichissement illicite		- 512 786 960			
Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)		- 420 955 438			
Autres Prélèvements		-313 002 471 158			
Frais de formations (ENEF)		- 150 000 000			
Produit engagement décennal		- 124 803 000			
Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP)		-2 924 949 000			
Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)		- 500 000 000			
Dont Evaluation des ADP		25 292 269 817	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	25 256 269 817	
Lutte contre le tabagisme		346 246 444	Lutte contre le tabagisme	346 246 444	
Redevances Examens et Concours		1 047 532 000	Redevances Examens et Concours	1 047 532 000	
Ristournes DG Marine Marchande		1 013 204 452	Ristournes DG Marine Marchande	1 013 204 451	
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre		186 538 140	Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	186 538 140	
Licences, médailles et diplômes sur travail		857 549 082	Licences, médailles et diplômes sur travail	857 549 082	
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières		2 100 000	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	2 100 000	
Produits des redevances d'agrément technique industriel		73 255 280	Produits des redevances d'agrément technique industriel	73 255 280	
Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants		483 484 848	Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	483 484 848	
Participations dans les autres sociétés		3 045 601 357	Participations dans les autres sociétés	3 045 601 357	
Produits des procédures judiciaires		921 882 510	Produits des procédures judiciaires	921 882 510	

RECETTES		PLF 2026	DEPENSES	PLF 2026	Soldes2026
Ristournes DGCC		432 415 453	Ristournes DGCC	432 415 453	
Zone instables ferroviaires		4 123 365 306	Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	
Agrément PME		36 000 000	Agrément PME		
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)		4 014 546 179	ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)		6 822 750 732	ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	
ADP engagement décennal (Min Intérieur)		35 658 000	ADP engagement décennal (Min Intérieur)	35 658 000	
ADP Prévention et sécurité routière		67 181 109	ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	
Autres ADP		1 782 958 924	Nouvelles recettes (ADP)	1 782 958 924	
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL		3 600 402 578 647	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	5 633 791 340 527	
COMPTES SPECIAUX					
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)					
PENSIONS		106 437 581 382	PENSIONS	106 437 581 382	
Titre 3. Cotisations sociales		106 437 581 382	Titre 4. Dépenses de transfert	106 437 581 382	
Part salariale (yc agents en détachement)		27 084 350 406	Pensions civiles et militaires		
Part Salariale CNSS		472 966 404			
Part patronale de l'Etat		74 972 497 512	Pensions spéciales		
Part patronale de l'Etat CNSS		3 907 767 061			
PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES		18 000 000 000	PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	18 000 000 000	
Titre 3. Cotisations sociales		18 000 000 000	Titre 4. Dépenses de transfert	18 000 000 000	
Allocations familiales		18 000 000 000	Prestations familiales	18 000 000 000	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE		1 317 831 929	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 317 831 929	
Titre 1. Recettes fiscales		1 317 831 929	Titre 3. Dépenses de biens et services	439 277 310	
Redevance audiovisuelle		1 317 831 929	Titre 5. Dépenses d'investissement	878 554 620	
PROMOTION DU SPORT		13 035 037 313	PROMOTION DU SPORT	13 035 037 313	
Titre 1. Recettes fiscales		13 035 037 313	Titre 3. Dépenses de biens et services	6 517 518 657	
Taxe sur les jeux de hasard		622 102 280	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 517 518 657	
Droits d'accises		12 412 935 033			
FORMATION POUR L'EMPLOI		3 869 011 878	FORMATION POUR L'EMPLOI	3 869 011 878	
Titre 1. Recettes fiscales		3 869 011 878	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 829 341 252	
Taxe de formation professionnelle		3 869 011 878	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 039 670 626	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES		3 807 666 114	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	3 807 666 114	
Titre 1. Recettes fiscales		3 305 847 842	Titre 3. Dépenses de biens et services	380 766 611	
Redevance Universelle		2 453 004 000	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 426 899 503	
Redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques		852 843 842			
Titre 4. Autres recettes		501 818 272			
Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)		501 818 272			
VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT		26 708 184 469	VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	26 708 184 469	
Titre 1. Recettes fiscales		25 670 184 469	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 293 320 346	
Redevance d'Usure de la Route (10%)		3 037 771 831	Titre 5. Dépenses d'investissement	22 414 864 123	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSL)		1 606 751 190			
Redevance de Navigation Intérieure (RNI)		1 716 159 800			
Redevance informatique		2 889 012 070			

RECETTES	PLF 2026	DEPENSES	PLF 2026	Soldes2026
Redevance passager	16 420 489 578			
Titre 4. Autres recettes	1 038 000 000			
Revenus du patrimoine immobilier	1 038 000 000			
FINANCEMENT DE L'HABITAT	14 856 015 814	FINANCEMENT DE L'HABITAT	14 856 015 814	
Titre 4. Autres recettes	14 856 015 814	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 971 203 163	
Fonds National de l'habitat	14 856 015 814	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 884 812 651	
GESTION DU SERVICE PUBLICDE L'ENERGIE ELECTRIQUE DANS LES COLLECTIVITES LOCALES	8 013 719 250	GESTION DU SERVICE PUBLICDE L'ENERGIE ELECTRIQUE DANS LES COLLECTIVITES LOCALES	8 013 719 250	
Titre 1. Recettes fiscales	8 013 719 250	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 404 115 775	
Redevance de l'eau	1 058 415 750	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 609 603 475	
Redevance de l'électricité	6 955 303 500			
SALUBRITE PUBLIQUE	6 460 541 346	SALUBRITE PUBLIQUE	6 460 541 346	
Titre 4. Autres recettes	6 460 541 346	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 317 262 852	
Contribution pour l'amélioration du cadre de vie	6 460 541 346	Titre 4. Dépenses de transfert	4 214 755 135	
		Titre 5. Dépenses d'investissement	928 523 359	
ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	51 601 187 485	ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	51 601 187 485	
Titre 1. Recettes fiscales	51 549 264 233	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 329 559 018	
Redevance d'Usure de la Route (90%)	51 549 264 233	Titre 5. Dépenses d'investissement	47 271 628 467	
Titre 4. Autres recettes	51 923 252			
ROPPRON	51 923 252			
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	254 106 776 981	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX	254 106 776 981	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3 854 509 355 628	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	5 887 898 117 508	
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL				-2 033 388 761 880
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE				-2 049 802 956 580

Article 33 : Le solde budgétaire global fait ressortir un besoin de financement du budget général d'un montant de **deux mille trente-trois milliards trois cent quatre-vingt-huit millions sept cent soixante-et-un mille huit cent quatre-vingt (2.033.388.761.880) FCFA.**

CHAPITRE 2 : DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 34 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2026-2028.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Gouvernement est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dette intérieure.

Le ministre chargé de l'Economie est seul habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de financement.

Article 35 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de **mille trois cent quarante-cinq milliards trois cent cinquante-neuf millions quatre cent soixante-dix mille huit cent trente-neuf (1.345.359.470.839) FCFA** contre un niveau de ressources de **trois mille trois cent soixante-dix-huit milliards sept cent quarante-huit millions deux cent trente-deux mille sept cent dix-neuf (3.378.748.232.719) FCFA.**

Il en résulte une capacité de financement de **deux mille trente-trois milliards trois cent quatre-vingt-huit millions sept cent soixante-et-un mille huit cent quatre-vingt (2.033.388.761.880) FCFA.** Cette capacité sera équilibrée par le besoin de financement constatée à l'article 33 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé dans le tableau ci-dessous :

Tableau des flux de trésorerie

Charges de trésorerie et de financement	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
			Valeur	%
Amortissement dette extérieure	471 189 914 000	297 898 622 000	- 173 291 292 000	-37%
Emprunts extérieurs-courants	471 189 914 000	297 898 622 000	- 173 291 292 000	-37%
Bilatéraux	103 213 126 000	93 294 041 000	- 9 919 085 000	-10%
Multilatéraux	228 360 847 000	173 077 648 000	-55 283 199 000	-24%
Banques	39 615 941 000	31 526 933 000	- 8 089 008 000	-20%
Marché international	100 000 000 000	-	- 100 000 000 000	-100%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	699 191 060 000	674 102 676 996	-25 088 383 004	-4%
Intérieur-DGD	699 191 060 000	674 102 676 996	-25 088 383 004	-4%
Emprunts intérieurs-courants	699 191 060 000	674 102 676 996	-25 088 383 004	-4%
Banques	94 853 372 000	11 586 362 247	-83 267 009 753	-88%
Moratoires	50 000 000 000	47 060 690 583	- 2 939 309 417	-6%
Marchés Financiers	554 337 688 000	615 455 624 167	61 117 936 167	11%
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)		45 349 493 193	45 349 493 193	-
Autres amortissements	119 650 383 023	373 358 171 843	253 707 788 820	212%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)		10 000 000 000	10 000 000 000	-
Instances Trésor de la période précédente	119 650 383 023	-	- 119 650 383 023	-100%

Charges de trésorerie et de financement	LF 2025	PLF 2026	Ecart PLF 2026/LF 2025	
			Valeur	%
Arriérés de TVA Pétrole	-	50 000 000 000	50 000 000 000	-
Arriérés intérêts extérieurs	-	266 290 814 069	266 290 814 069	-
Arriérés intérêts intérieurs	-	47 067 357 774	47 067 357 774	-
Total Amortissement	1 290 031 357 023	1 345 359 470 839	55 328 113 816	4%
Prêts et avances	2 965 089 528	-	-2 965 089 528	-100%
Fonds Souverain de la RG	2 965 089 528	-	- 2 965 089 528	-100%
Total	1 292 996 446 551	1 345 359 470 839	52 363 024 288	4%
Ressources de trésorerie et de financement			0	-
Tirages	190 468 366 671	165 380 193 749	-25 088 172 923	-13%
Tirages sur conventions en cours	190 468 366 671	145 380 193 749	-45 088 172 923	-24%
Tirages sur nouvelles conventions	-	20 000 000 000	20 000 000 000	-
Tirages sur prêts programmes	14 850 000 000	-	-14 850 000 000	-100%
BADEA	14 850 000 000	-	-14 850 000 000	-100%
Emissions de titres publics	802 227 169 360	674 807 288 184	- 127 419 881 177	-16%
Emissions de titres publics sur le Marché international	370 000 000 000		- 370 000 000 000	-100%
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	432 227 169 360	674 807 288 184	242 580 118 823	56%
Financement extérieur		1 285 347 215 588	1 285 347 215 588	-
Financement bancaire	-	1 253 213 535 198	1 253 213 535 198	-
Financement non bancaire	200 835 170 484	-	- 200 835 170 484	-100%
Règlement arriérés fiscaux	40 000 000 000	-	-40 000 000 000	-1
Accumulation des instances	160 835 170 484	-	- 160 835 170 484	-100%
Total	1 208 380 706 516	3 378 748 232 719	2 170 367 526 203	180%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	-84 615 740 035	2 033 388 761 880		
Solde budgétaire global	84 615 740 035	- 2 033 388 761 880		
Solde net	-0	-		

Article 36 : Les opérations budgétaires, de trésorerie et de financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à **sept mille sept cent cinq milliards neuf cent cinquante-six millions quatre cent quatre mille sept cent cinquante-et-un (7.705.956.404.751) FCFA.**

Le détail de ce résultat est présenté ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre du budget de l'Etat

RECETTES DE L'ETAT	LF 2025	PLF 2026	Valeur	%	DEPENSES DE L'ETAT	LF 2025	PLF 2026	Valeur	%
BUDGET GENERAL									
Titre 1 : Recettes fiscales	1 768 215 562 825	2 297 317 550 737	529 101 987 912	30%	Titre 1. Charges financières de la dette	349 463 194 202	419 843 613 137	70 380 418 935	20%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	29 690 674 764	16 414 194 700	-13 276 480 064	-45%	Titre 2. Dépenses de personnel	825 301 000 000	959 710 096 452	134 409 096 452	16%
Titre 3 : Cotisations sociales	10 779 970 150	10 779 970 150	0	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	378 598 859 955	412 330 022 018	33 731 162 064	9%
Titre 4 : Autres recettes	1 052 952 174 077	1 845 469 944 037	792 517 769 959	75%	Titre 4. Dépenses de transfert	350 957 255 192	441 451 919 836	90 494 664 644	26%
				-	Titre 5. Dépenses d'investissement	592 621 921 348	3 321 535 024 645	2 728 913 103 296	460%
				-	Titre 6. Autres dépenses	65 850 000 000	78 920 664 439	13 070 664 439	20%
TOTAL DES RECETTES BRUTES POUR LE BUDGET GENERAL	2 861 638 381 816	4 169 981 659 624	1 308 343 277 807	46%	TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	2 562 792 230 698	5 633 791 340 527	3 070 999 109 830	120%
PRELEVEMENTS	-214 230 411 084	-569 579 080 976	-355 348 669 892	166%					
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	-29 058 048 393	-52 709 003 203	-23 650 954 810	81%					
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	-16 916 481 533	-24 633 687 607	-7 717 206 074	46%					
Prélèvement au profit des établissements publics et assimilés	-71 375 616 587	-82 353 654 437	-10 978 037 850	15%					
Prélèvement au profit des prestations sociales et des pensions	-96 880 264 572	-96 880 264 572	0	0%					
Autres Prélèvements		-313 002 471 158		-					
COMPTES SPECIAUX				-					
Titre 1. Recettes fiscales	86 133 879 953	106 760 896 915	20 627 016 962	24%	Titre 3. Dépenses de biens et services	18 460 421 049	25 482 364 983	7 021 943 934	38%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	656 900 000	0	-656 900 000	-100%	Titre 4. Dépenses de transfert	128 183 449 443	128 652 336 517	468 887 075	0%
Titre 3. Cotisations sociales	124 437 581 382	124 437 581 382	0	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	85 106 965 036	99 972 075 481	14 865 110 444	17%
Titre 4. Autres recettes	20 522 474 194	22 908 298 684	2 385 824 491	12%	Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	-
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	231 750 835 528	254 106 776 981	22 355 941 453	10%	TOTAL DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	231 750 835 528	254 106 776 981	22 355 941 453	10%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 879 158 806 260	3 854 509 355 628	975 350 549 368	34%	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	2 794 543 066 226	5 887 898 117 508	3 093 355 051 282	111%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT				-					
Tirages	190 468 366 671	165 380 193 749	-25 088 172 923	-13%	Amortissement dette extérieure	471 189 914 000	297 898 622 000	-173 291 292 000	-37%
DTS	0	0	0	-	Amortissement des prêts du secteur bancaire	699 191 060 000	674 102 676 996	-25 088 383 004	-4%
Emissions de titres publics	802 227 169 360	674 807 288 184	-127 419 881 177	-16%	Autres amortissements	119 650 383 023	373 358 171 843	253 707 788 820	212%
Financement bancaire	0	1 253 213 535 198	1 253 213 535 198	-	Attribution de produits			0	-
Financement non bancaire	200 835 170 484	0	-200 835 170 484	-100%	Prêts et avances	2 965 089 528	0	-2 965 089 528	-100%
Tirages conventions de prêts programmes	14 850 000 000	0	-14 850 000 000	-100%					
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	1 208 380 706 516	3 378 748 232 719	2 170 367 526 203	180%	TOTAL CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	1 292 996 446 551	1 345 359 470 839	52 363 024 288	4%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT	4 087 539 512 776	7 233 257 588 347	3 145 718 075 571	77%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT	4 087 539 512 777	7 233 257 588 347	3 145 718 075 570	77%
TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	117 350 146 512	472 698 816 404	355 348 669 892	303%	TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	117 350 146 512	472 698 816 404	355 348 669 892	303%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT y c ristournes	4 204 889 659 288	7 705 956 404 751	3 501 066 745 463	83%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT y compris ristournes	4 204 889 659 289	7 705 956 404 751	3 501 066 745 462	83%

CHAPITRE 3 : DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 37 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à **quatre cent dix-neuf milliards huit cent quarante-trois millions six cent treize mille cent trente-sept (419.843.613.137) FCFA** et les amortissements de prêts d'un montant de **mille trois cent quatre-cinq milliards trois cent cinquante-neuf millions quatre cent soixante-dix mille huit cent trente-neuf (1.345.359.470.839) FCFA** pour le budget 2026, est arrêté à la somme de **mille sept cent soixante-cinq milliards deux cent trois millions quatre-vingt-trois mille neuf cent soixante-seize (1.765.203.083.976) FCFA**.

CHAPITRE 4 : DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 38 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 suscitée, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2026 par programme et titre de dépenses, à **cinq cent huit milliards cinq cent vingt-quatre millions neuf cent trente-et-un mille quatre cent soixante-six (508.524.931.466) FCFA**, ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre

Libellé titre	Taux	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	15%	61 849 503 303
Titre 4. Dépenses de transfert	10%	44 145 191 984
Titre 5. Dépenses d'investissement	12%	398 584 202 957
Titre 6. Autres dépenses	5%	3 946 033 222

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable constatée par le Gouvernement, sur rapport du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, la subvention aux prix des produits pétroliers, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les fonds de concours et dons, les comptes spéciaux, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates, les loyers des diplomates, les bourses, les médicaments et produits pharmaceutiques, ainsi que toutes les autres dépenses sociales décrites ci-dessous :

- les aides en espèces fournies aux gabonais économiquement faibles ;
- les biens et services fournis directement aux gabonais économiquement faibles ;
- les prestations ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes ;
- l'assurance et l'assistance sociales ;
- les dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

Article 39 : L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

Article 40 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susmentionnée et suivant le rapport du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/4
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/4
Fonds de stabilisation	1/4

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

CHAPITRE PREMIER : DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 41 : Au titre de l'exercice budgétaire 2026, **quarante-trois (43) missions** sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Code s	Libellés	LF2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DON S	PLF2026 y/c ADP/FDC/DON S	Ecart PLF 2026/Lf 2025 h ADP DON
1	Action extérieure de l'Etat	24 393 536 661	27 399 204 434	53 600 000	27 452 804 434	3 059 267 773
2	Administration du territoire	28 013 266 515	30 893 014 408	35 658 000	30 928 672 408	2 915 405 893
3	Agriculture, élevage et pêche	12 754 867 002	14 522 373 639	293 179 228	14 815 552 867	2 060 685 865
4	Aménagement du territoire et tourisme	4 692 840 133	4 967 721 233	-	4 967 721 233	274 881 100
5	Conseil et Contrôle	6 978 951 672	8 128 951 672	-	8 128 951 672	1 149 999 999
6	Culture et éducation populaire	9 251 867 325	9 434 571 825	-	9 434 571 825	182 704 500
7	Défense	168 826 471 744	180 971 710 494	-	180 971 710 494	12 145 238 750
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	16 217 396 633	13 991 530 635	-	13 991 530 635	- 2 225 865 999
9	Economie forestière et protection de l'environnement	17 360 751 846	19 533 775 087	860 000 000	20 393 775 087	3 033 023 241
10	Communication	27 543 377 095	17 056 673 632	10 854 896 911	27 911 570 543	368 193 448
11	Education nationale	215 561 890 884	225 900 723 551	2 088 002 700	227 988 726 251	12 426 835 367
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	142 810 095 393	158 207 578 770	-	158 207 578 770	15 397 483 377
13	Entreprenariat et commerce	12 716 008 292	12 569 143 186	519 484 848	13 088 628 034	372 619 742
14	Gestion des finances publiques	71 079 710 316	192 712 390 708	-	192 712 390 708	121 632 680 392
15	Constructions, logements et équipements collectifs	17 185 108 962	19 952 739 305	-	19 952 739 305	2 767 630 343
16	Industrie et mines	6 217 703 030	6 462 347 750	75 355 280	6 537 703 030	320 000 000
17	Transports	24 048 563 990	19 905 642 930	1 585 705 397	21 491 348 327	- 2 557 215 664
18	Jeunesse, sports et loisirs	6 998 623 774	7 219 137 452	-	7 219 137 452	220 513 678
19	Justice	49 390 685 828	51 358 553 818	921 882 510	52 280 436 328	2 889 750 500
20	Planification et prospective	6 090 215 343	7 040 175 722	-	7 040 175 722	949 960 379
21	Pouvoirs publics	69 535 456 451	102 457 761 155	-	102 457 761 155	32 922 304 704
22	Prévoyance sociale	42 654 757 980	45 568 120 596	20 880 000	45 589 000 596	2 934 242 615
23	Provisions	15 825 468 818	33 468 118 504	-	33 468 118 504	17 642 649 686
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	43 326 550 092	12 561 512 723	-	12 561 512 723	- 30 765 037 369
25	Santé	109 995 402 941	119 454 369 169	346 246 444	119 800 615 614	9 805 212 673
26	Sécurité	105 496 472 389	110 548 151 390	-	110 548 151 390	5 051 679 001
27	Stratégie économique	29 609 739 964	19 951 597 267	3 478 016 810	23 429 614 077	- 6 180 125 888
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 619 962 341	12 331 004 153	-	12 331 004 153	711 041 812
29	Travail, emploi et formation professionnelle	17 529 462 185	18 167 349 261	857 549 082	19 024 898 343	1 495 436 158
30	Dépenses transversales	127 990 953 228	272 440 571 062	-	272 440 571 062	144 449 617 834
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	6 727 719 837	7 701 982 336	-	7 701 982 336	974 262 499
35	Engagements de l'Etat	553 421 610 055	503 010 613 137	-	503 010 613 137	- 50 410 996 918
60	Pensions	106 437 581 382	106 437 581 382	-	106 437 581 382	-0
61	Service universel des communications électroniques et numériques	380 766 611	380 766 611	-	380 766 611	0
62	Prestations familiales et sociales	18 000 000 000	18 000 000 000	-	18 000 000 000	-
63	Promotion du sport	4 380 717 491	6 517 518 657	-	6 517 518 657	2 136 801 166
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	609 094 326	439 277 310	-	439 277 310	-169 817 016
65	Formation pour l'emploi	921 237 210	2 829 341 252	-	2 829 341 252	1 908 104 042

Code s	Libellés	LF2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DO NS	PLF2026 y/c ADP/FDC/DON S	Ecart PLF 2026/Lf 2025 h ADP DON
66	Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales	2 404 115 775	2 404 115 775	-	2 404 115 775	-
67	Salubrité publique	4 916 586 806	5 532 017 987	-	5 532 017 987	615 431 181
68	Valorisation du patrimoine de l'Etat	3 196 509 150	4 293 320 346	-	4 293 320 346	1 096 811 196
69	Financement de l'Habitat	2 091 423 950	2 971 203 163	-	2 971 203 163	879 779 213
70	Développement durable de la pêche et de l'aquaculture	338 870 000	-	-	-	-338 870 000
71	Entretien du patrimoine routier de l'Etat	2 966 967 790	4 329 559 018	-	4 329 559 018	1 362 591 228

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, programme et titre

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
1	Action extérieure de l'Etat	24 393 536 661	27 399 204 434	53 600 000	27 452 804 434	3 059 267 773
1.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 633 302 087	6 639 982 087	-	6 639 982 087	6 680 000
1.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	16 341 513 833	17 490 501 606	53 600 000	17 544 101 606	1 202 587 773
1.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 418 720 741	3 268 720 741	-	3 268 720 741	1 850 000 000
1.101	Affaires étrangères	18 479 501 040	20 642 877 846	53 600 000	20 696 477 846	2 216 976 806
1.101.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 973 225 593	3 979 225 593		3 979 225 593	6 000 000
1.101.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	13 703 235 333	14 010 612 139	53 600 000	14 064 212 139	360 976 806
1.101.4	Titre 4. Dépenses de transfert	803 040 114	2 653 040 114		2 653 040 114	1 850 000 000
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	1 090 617 027	1 091 297 027	-	1 091 297 027	680 000
1.108.2	Titre 2. Dépenses de personnel	186 580 650	187 260 650		187 260 650	680 000
1.108.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	288 355 750	288 355 750		288 355 750	-
1.108.4	Titre 4. Dépenses de transfert	615 680 627	615 680 627		615 680 627	-
1.115	Affaires consulaires	2 124 771 941	2 516 977 908	-	2 516 977 908	392 205 967
1.115.2	Titre 2. Dépenses de personnel	325 444 191	325 444 191		325 444 191	-
1.115.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 799 327 750	2 191 533 717		2 191 533 717	392 205 967
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	2 698 646 653	3 148 051 653	-	3 148 051 653	449 405 000
1.122.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 148 051 653	2 148 051 653		2 148 051 653	-0
1.122.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	550 595 000	1 000 000 000		1 000 000 000	449 405 000
2	Administration du territoire	28 013 266 515	30 893 014 408	35 658 000	30 928 672 408	2 915 405 893
2.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 711 985 533	8 604 878 033	-	8 604 878 033	892 892 500
2.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 705 019 683	2 382 985 927	35 658 000	2 418 643 927	-1 286 375 756
2.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 596 261 299	19 905 150 448	-	19 905 150 448	3 308 889 149
2.136	Administration territoriale	6 508 953 806	7 566 188 306	35 658 000	7 601 846 306	1 092 892 500
2.136.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 982 271 864	5 875 164 364		5 875 164 364	892 892 500
2.136.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 387 203 642	1 551 545 642	35 658 000	1 587 203 642	200 000 000
2.136.4	Titre 4. Dépenses de transfert	139 478 300	139 478 300		139 478 300	-
2.143	Gestion des collectivités locales	18 333 779 112	20 242 668 261	-	20 242 668 261	1 908 889 149
2.143.2	Titre 2. Dépenses de personnel	135 555 828	135 555 828		135 555 828	-
2.143.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 756 440 285	356 440 285		356 440 285	-1 400 000 000
2.143.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 441 782 999	19 750 672 148		19 750 672 148	3 308 889 149
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	536 034 588	586 034 588	-	586 034 588	50 000 000
2.150.2	Titre 2. Dépenses de personnel	446 034 588	446 034 588		446 034 588	-0
2.150.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	125 000 000		125 000 000	50 000 000
2.150.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000		15 000 000	-
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 634 499 009	2 498 123 253	-	2 498 123 253	- 136 375 756
2.157.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 148 123 253	2 148 123 253		2 148 123 253	-0
2.157.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	486 375 756	350 000 000		350 000 000	-136 375 756
3	Agriculture, élevage et pêche	12 754 867 002	14 522 373 639	293 179 228	14 815 552 867	2 060 685 865
3.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 468 362 213	11 513 225 550	-	11 513 225 550	1 044 863 337
3.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	657 356 700	1 455 000 000	293 179 228	1 748 179 228	1 090 822 528
3.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 629 148 089	1 554 148 089	-	1 554 148 089	-75 000 000
3.164	Agriculture	5 477 539 234	5 841 337 384	-	5 841 337 384	363 798 150
3.164.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 072 387 175	4 611 185 325		4 611 185 325	538 798 150
3.164.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000		300 000 000	100 000 000
3.164.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 205 152 059	930 152 059	-	930 152 059	-275 000 000
3.171	Elevage	373 239 026	585 547 026	-	585 547 026	212 308 000
3.171.2	Titre 2. Dépenses de personnel	252 878 026	365 186 026		365 186 026	112 308 000
3.171.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	105 000 000	205 000 000		205 000 000	100 000 000
3.171.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 361 000	15 361 000		15 361 000	-

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
3.178	Pêche et aquaculture	1 205 410 231	1 589 895 731	293 179 228	1 883 074 959	677 664 728
3.178.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 061 710 231	1 346 195 731		1 346 195 731	284 485 500
3.178.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	200 000 000	293 179 228	493 179 228	393 179 228
3.178.4	Titre 4. Dépenses de transfert	43 700 000	43 700 000		43 700 000	-
3.185	Développement rural	1 829 594 855	1 992 228 542	-	1 992 228 542	162 633 687
3.185.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 414 659 825	1 477 293 512		1 477 293 512	62 633 687
3.185.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	150 000 000		150 000 000	100 000 000
3.185.4	Titre 4. Dépenses de transfert	364 935 030	364 935 030		364 935 030	-
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	3 869 083 656	4 213 364 956	-	4 213 364 956	344 281 300
3.192.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 666 726 956	3 713 364 956		3 713 364 956	46 638 000
3.192.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	202 356 700	300 000 000		300 000 000	97 643 300
3.192.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	200 000 000		200 000 000	200 000 000
3.182	Pilotage et soutien aux politiques de la pêche et de la mer	-	300 000 000	-	300 000 000	300 000 000
3.182.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	300 000 000		300 000 000	300 000 000
4	Aménagement du territoire et tourisme	4 692 840 133	4 967 721 233	-	4 967 721 233	274 881 100
4.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 636 425 418	3 686 306 518	-	3 686 306 518	49 881 100
4.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	631 414 715	831 414 715	-	831 414 715	200 000 000
4.4	Titre 4. Dépenses de transfert	425 000 000	450 000 000	-	450 000 000	25 000 000
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 055 417 170	1 155 417 170	-	1 155 417 170	100 000 000
4.199.2	Titre 2. Dépenses de personnel	924 002 455	924 002 455		924 002 455	-0
4.199.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	131 414 715	231 414 715		231 414 715	100 000 000
4.206	Tourisme	1 398 056 908	1 547 938 008	-	1 547 938 008	149 881 100
4.206.2	Titre 2. Dépenses de personnel	873 056 908	922 938 008		922 938 008	49 881 100
4.206.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	200 000 000		200 000 000	100 000 000
4.206.4	Titre 4. Dépenses de transfert	425 000 000	425 000 000		425 000 000	-
4.209	Pilotage et soutien à la politique du tourisme et de l'artisanat	2 239 366 055	2 264 366 055	-	2 264 366 055	25 000 000
4.209.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 839 366 055	1 839 366 055		1 839 366 055	-
4.209.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	400 000 000		400 000 000	-
4.209.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	25 000 000		25 000 000	25 000 000
5	Conseil et Contrôle	6 978 951 672	8 128 951 672	-	8 128 951 672	1 149 999 999
5.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 596 701 672	3 596 701 672	-	3 596 701 672	-1
5.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 971 250 000	3 121 250 000	-	3 121 250 000	1 150 000 000
5.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 411 000 000	1 411 000 000	-	1 411 000 000	-
5.213	Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	2 839 507 691	3 339 507 691	-	3 339 507 691	500 000 000
5.213.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 212 257 691	1 212 257 691		1 212 257 691	-0
5.213.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 621 250 000	2 121 250 000		2 121 250 000	500 000 000
5.213.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000		6 000 000	-
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	761 070 694	961 070 694	-	961 070 694	200 000 000
5.220.2	Titre 2. Dépenses de personnel	511 070 694	511 070 694		511 070 694	0
5.220.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	300 000 000		300 000 000	200 000 000
5.220.4	Titre 4. Dépenses de transfert	150 000 000	150 000 000		150 000 000	-
5.269	Médiature	274 568 438	724 568 438	-	724 568 438	450 000 000
5.269.2	Titre 2. Dépenses de personnel	19 568 438	19 568 438		19 568 438	-
5.269.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	700 000 000		700 000 000	450 000 000
5.269.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 000 000	5 000 000		5 000 000	-
5.276	Secrétariat permanent du conseil supérieur de la magistrature	500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-
5.276.4	Titre 4. Dépenses de transfert	500 000 000	500 000 000		500 000 000	-
5.277	Contrôle Général d'Etat	2 603 804 849	2 603 804 849	-	2 603 804 849	-0
5.277.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 853 804 849	1 853 804 849		1 853 804 849	-0
5.277.4	Titre 4. Dépenses de transfert	750 000 000	750 000 000		750 000 000	-
6	Culture et éducation populaire	9 251 867 325	9 434 571 825	-	9 434 571 825	182 704 500
6.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 480 649 678	8 525 854 178	-	8 525 854 178	45 204 500
6.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	454 500 000	592 000 000	-	592 000 000	137 500 000
6.4	Titre 4. Dépenses de transfert	316 717 647	316 717 647	-	316 717 647	-
6.290	Culture	5 477 950 592	5 523 155 092	-	5 523 155 092	45 204 500
6.290.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 921 732 945	4 966 937 445		4 966 937 445	45 204 500
6.290.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	242 000 000	242 000 000		242 000 000	-
6.290.4	Titre 4. Dépenses de transfert	314 217 647	314 217 647		314 217 647	-
6.297	Education populaire	103 325 921	103 325 921	-	103 325 921	0

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
6.297.2	Titre 2. Dépenses de personnel	50 825 921	50 825 921		50 825 921	0
6.297.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000		50 000 000	-
6.297.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 500 000	2 500 000		2 500 000	-
6.299	Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts	3 670 590 812	3 808 090 812	-	3 808 090 812	137 500 000
6.299.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 508 090 812	3 508 090 812		3 508 090 812	-0
6.299.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	162 500 000	300 000 000		300 000 000	137 500 000
7	Défense	168 826 471 744	180 971 710 494	-	180 971 710 494	12 145 238 750
7.2	Titre 2. Dépenses de personnel	156 287 156 520	162 358 006 520	-	162 358 006 520	6 070 850 000
7.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 734 377 739	16 748 766 489	-	16 748 766 489	5 014 388 750
7.4	Titre 4. Dépenses de transfert	804 937 485	1 864 937 485	-	1 864 937 485	1 060 000 000
7.311	Préparation et emploi des forces	20 371 784 089	23 442 634 089	-	23 442 634 089	3 070 850 000
7.311.2	Titre 2. Dépenses de personnel	18 906 726 358	19 977 576 358		19 977 576 358	1 070 850 000
7.311.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 442 917 731	3 442 917 731		3 442 917 731	2 000 000 000
7.311.4	Titre 4. Dépenses de transfert	22 140 000	22 140 000		22 140 000	-
7.318	Equipeement des forces	36 912 519 396	38 619 519 396	-	38 619 519 396	1 707 000 000
7.318.2	Titre 2. Dépenses de personnel	36 499 616 088	37 499 616 088		37 499 616 088	1 000 000 000
7.318.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	412 903 308	1 119 903 308		1 119 903 308	707 000 000
7.325	Garde Républicaine	34 459 963 871	35 959 963 871	-	35 959 963 871	1 500 000 000
7.325.2	Titre 2. Dépenses de personnel	33 479 522 321	34 479 522 321		34 479 522 321	1 000 000 000
7.325.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	980 441 550	1 480 441 550		1 480 441 550	500 000 000
7.332	Vie du soldat	19 013 332 148	21 073 332 148	-	21 073 332 148	2 060 000 000
7.332.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 549 960 763	10 549 960 763		10 549 960 763	-
7.332.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 705 503 900	8 705 503 900		8 705 503 900	1 000 000 000
7.332.4	Titre 4. Dépenses de transfert	757 867 485	1 817 867 485		1 817 867 485	1 060 000 000
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	58 068 872 240	61 876 260 990	-	61 876 260 990	3 807 388 750
7.339.2	Titre 2. Dépenses de personnel	56 851 330 990	59 851 330 990		59 851 330 990	3 000 000 000
7.339.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 192 611 250	2 000 000 000		2 000 000 000	807 388 750
7.339.4	Titre 4. Dépenses de transfert	24 930 000	24 930 000		24 930 000	-
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	16 217 396 633	13 991 530 635	-	13 991 530 635	-2 225 865 999
8.2	Titre 2. Dépenses de personnel	11 108 521 029	11 108 521 029	-	11 108 521 029	0
8.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 367 564 999	2 141 699 000	-	2 141 699 000	-2 225 865 999
8.4	Titre 4. Dépenses de transfert	741 310 605	741 310 605	-	741 310 605	-
8.346	Coordination du travail gouvernemental	4 092 364 515	4 316 498 516	-	4 316 498 516	224 134 001
8.346.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 615 142 911	2 615 142 911		2 615 142 911	-
8.346.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	775 865 999	1 000 000 000		1 000 000 000	224 134 001
8.346.4	Titre 4. Dépenses de transfert	701 355 605	701 355 605		701 355 605	-
8.355	Gouvernance des politiques publiques	3 342 283 348	3 342 283 349	-	3 342 283 349	1
8.355.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 942 283 348	2 942 283 349		2 942 283 349	1
8.355.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	400 000 000		400 000 000	-
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 302 709 927	3 552 709 927	-	3 552 709 927	-1 750 000 000
8.360.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 512 754 927	3 512 754 927		3 512 754 927	-0
8.360.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 750 000 000	-		-	-1 750 000 000
8.360.4	Titre 4. Dépenses de transfert	39 955 000	39 955 000		39 955 000	-
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	319 354 976	319 354 976	-	319 354 976	-0
8.367.2	Titre 2. Dépenses de personnel	88 679 976	88 679 976		88 679 976	-0
8.367.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 675 000	230 675 000		230 675 000	-
8.374	Pilotage et soutien aux politiques de réforme des institutions	3 160 683 867	2 460 683 867	-	2 460 683 867	- 700 000 000
8.374.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 949 659 867	1 949 659 867		1 949 659 867	-
8.374.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 211 024 000	511 024 000		511 024 000	-700 000 000
9	Economie forestière et protection de l'environnement	17 360 751 846	19 533 775 087	860 000 000	20 393 775 087	3 033 023 241
9.2	Titre 2. Dépenses de personnel	12 024 728 622	14 050 551 863	-	14 050 551 863	2 025 823 241
9.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	985 044 999	1 732 244 999	760 000 000	2 492 244 999	1 507 200 000
9.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 783 596 402	2 183 596 402	100 000 000	2 283 596 402	- 500 000 000
9.6	Titre 6. Autres dépenses	1 567 381 823	1 567 381 823	-	1 567 381 823	-
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	3 990 325 924	4 545 304 613	-	4 545 304 613	554 978 689
9.381.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 370 580 925	3 825 559 614		3 825 559 614	454 978 689
9.381.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	119 744 999	219 744 999		219 744 999	100 000 000
9.381.4	Titre 4. Dépenses de transfert	500 000 000	500 000 000		500 000 000	-

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	143 132 282	243 132 282	-	243 132 282	100 000 000
9.388.2	Titre 2. Dépenses de personnel	43 132 282	43 132 282		43 132 282	-0
9.388.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	200 000 000		200 000 000	100 000 000
9.395	Conservation de la biodiversité	5 586 287 697	5 086 287 697	100 000 000	5 186 287 697	- 400 000 000
9.395.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 702 583 944	3 702 583 944		3 702 583 944	-0
9.395.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	200 000 000		200 000 000	100 000 000
9.395.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 783 703 753	1 183 703 753	100 000 000	1 283 703 753	-500 000 000
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 603 286 124	1 703 286 124	-	1 703 286 124	100 000 000
9.402.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 085 961 475	1 085 961 475		1 085 961 475	-0
9.402.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	212 500 000	312 500 000		312 500 000	100 000 000
9.402.4	Titre 4. Dépenses de transfert	304 824 649	304 824 649		304 824 649	-
9.405	Pilotage et soutien à la politique de l'environnement	200 000 000	300 000 000	-	300 000 000	100 000 000
9.405.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000		300 000 000	100 000 000
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	4 170 337 996	5 888 382 549	-	5 888 382 549	1 718 044 553
9.409.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 822 469 996	5 393 314 549		5 393 314 549	1 570 844 553
9.409.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	152 800 000	300 000 000		300 000 000	147 200 000
9.409.4	Titre 4. Dépenses de transfert	195 068 000	195 068 000		195 068 000	-
9.413	Protection de la nature et conflit Homme-Faune	1 667 381 823	1 767 381 823	760 000 000	2 527 381 823	860 000 000
9.413.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	200 000 000	760 000 000	960 000 000	860 000 000
9.413.6	Titre 6. Autres dépenses	1 567 381 823	1 567 381 823		1 567 381 823	-
10	Communication	27 543 377 095	17 056 673 632	10 854 896 911	27 911 570 543	368 193 448
10.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 061 185 114	8 145 644 614	-	8 145 644 614	84 459 500
10.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	12 741 314 189	1 379 924 858	10 854 896 911	12 234 821 769	- 506 492 420
10.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 558 259 615	7 531 104 160	-	7 531 104 160	4 972 844 545
10.6	Titre 6. Autres dépenses	4 182 618 177	-	-	-	-4 182 618 177
10.416	Economie numérique	13 567 003 660	2 729 706 749	10 837 296 911	13 567 003 660	0
10.416.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 052 114 628	1 052 114 628		1 052 114 628	-
10.416.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 584 588 003	369 737 948	10 837 296 911	11 207 034 859	-377 553 144
10.416.4	Titre 4. Dépenses de transfert	930 301 029	1 307 854 173		1 307 854 173	377 553 144
10.423	Communication	4 721 119 311	4 921 712 759	17 600 000	4 939 312 759	218 193 448
10.423.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 601 816 171	2 686 275 671		2 686 275 671	84 459 500
10.423.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	481 726 186	185 186 910	17 600 000	202 786 910	-278 939 276
10.423.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 250 672 319	2 050 250 178		2 050 250 178	799 577 859
10.423.6	Titre 6. Autres dépenses	386 904 635	-		-	-386 904 635
10.430	Poste	4 789 616 654	4 839 616 654	-	4 839 616 654	50 000 000
10.430.2	Titre 2. Dépenses de personnel	741 616 845	741 616 845		741 616 845	-
10.430.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	175 000 000	225 000 000		225 000 000	50 000 000
10.430.4	Titre 4. Dépenses de transfert	77 286 267	3 872 999 809		3 872 999 809	3 795 713 542
10.430.6	Titre 6. Autres dépenses	3 795 713 542	-		-	-3 795 713 542
10.435	Pilotage et soutien à la politique de la communication	2 182 818 735	2 232 818 735	-	2 232 818 735	50 000 000
10.435.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 932 818 735	1 932 818 735		1 932 818 735	-
10.435.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	300 000 000		300 000 000	50 000 000
10.437	Pilotage et soutien à la politique des NTIC	2 282 818 735	2 332 818 735	-	2 332 818 735	50 000 000
10.437.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 732 818 735	1 732 818 735		1 732 818 735	-
10.437.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	300 000 000		300 000 000	50 000 000
10.437.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	300 000 000		300 000 000	-
11	Education nationale	215 561 890 884	225 900 723 551	2 088 002 700	227 988 726 251	12 426 835 367
11.2	Titre 2. Dépenses de personnel	192 064 316 267	202 602 585 142	-	202 602 585 142	10 538 268 875
11.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 235 502 704	10 971 641 546	1 366 450 000	12 338 091 546	1 102 588 842
11.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 262 071 913	12 326 496 863	721 552 700	13 048 049 563	785 977 650
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	74 879 842 872	79 137 946 014	721 552 700	79 859 498 714	4 979 655 842
11.444.2	Titre 2. Dépenses de personnel	71 835 523 440	76 131 508 440		76 131 508 440	4 295 985 000
11.444.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 322 766 732	3 006 437 574		3 006 437 574	683 670 842
11.444.4	Titre 4. Dépenses de transfert	721 552 700	-	721 552 700	721 552 700	-
11.451	Enseignement secondaire	116 639 872 061	120 124 314 880	1 326 088 000	121 450 402 880	4 810 530 819
11.451.2	Titre 2. Dépenses de personnel	98 826 146 793	102 836 408 668		102 836 408 668	4 010 261 875
11.451.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	6 292 686 568	5 245 154 568	1 326 088 000	6 571 242 568	278 556 000
11.451.4	Titre 4. Dépenses de transfert	11 521 038 700	12 042 751 644	-	12 042 751 644	521 712 944
11.458	Enseignement technique et professionnel	22 285 481 015	25 081 767 721	40 362 000	25 122 129 721	2 836 648 706

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
11.458.2	Titre 2. Dépenses de personnel	20 575 431 611	22 807 453 611		22 807 453 611	2 232 022 000
11.458.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 710 049 404	2 010 049 404	40 362 000	2 050 411 404	340 362 000
11.458.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	264 264 706		264 264 706	264 264 706
11.465	Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale	1 756 694 936	1 556 694 936	-	1 556 694 936	- 200 000 000
11.465.2	Titre 2. Dépenses de personnel	827 214 423	827 214 423		827 214 423	-0
11.465.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	910 000 000	710 000 000		710 000 000	-200 000 000
11.465.4	Titre 4. Dépenses de transfert	19 480 513	19 480 513		19 480 513	-
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	142 810 095 393	158 207 578 770	-	158 207 578 770	15 397 483 377
12.2	Titre 2. Dépenses de personnel	34 889 216 614	34 810 035 114	-	34 810 035 114	-79 181 500
12.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 989 981 818	1 400 000 000	-	1 400 000 000	-6 589 981 818
12.4	Titre 4. Dépenses de transfert	99 930 896 961	121 997 543 656	-	121 997 543 656	22 066 646 695
12.472	Enseignement supérieur	21 456 951 369	20 972 813 979	-	20 972 813 979	- 484 137 390
12.472.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 316 877 269	15 317 695 769		15 317 695 769	818 500
12.472.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 391 571 543	300 000 000		300 000 000	-2 091 571 543
12.472.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 748 502 557	5 355 118 210		5 355 118 210	1 606 615 653
12.479	Recherche scientifique et innovation	19 190 927 126	16 380 997 353	-	16 380 997 353	-2 809 929 773
12.479.2	Titre 2. Dépenses de personnel	14 667 482 182	14 587 482 182		14 587 482 182	-80 000 000
12.479.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	300 000 000		300 000 000	-700 000 000
12.479.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 523 444 944	1 493 515 171	-	1 493 515 171	-2 029 929 773
12.486	Vie de l'étudiant	100 711 757 563	119 673 308 103	-	119 673 308 103	18 961 550 540
12.486.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 224 397 828	4 224 397 828		4 224 397 828	-
12.486.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 828 410 275	300 000 000		300 000 000	-3 528 410 275
12.486.4	Titre 4. Dépenses de transfert	92 658 949 460	115 148 910 275	-	115 148 910 275	22 489 960 815
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 450 459 335	1 180 459 335	-	1 180 459 335	- 270 000 000
12.493.2	Titre 2. Dépenses de personnel	680 459 335	680 459 335		680 459 335	-
12.493.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	770 000 000	500 000 000		500 000 000	-270 000 000
13	Entreprenariat et commerce	12 716 008 292	12 569 143 186	519 484 848	13 088 628 034	372 619 742
13.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 985 420 221	11 133 988 419	-	11 133 988 419	148 568 198
13.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 389 531 000	915 046 152	519 484 848	1 434 531 000	45 000 000
13.4	Titre 4. Dépenses de transfert	341 057 071	520 108 615	-	520 108 615	179 051 544
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat et de l'économie sociale	2 119 310 775	2 175 616 571	36 000 000	2 211 616 571	92 305 796
13.500.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 795 140 903	1 796 440 101		1 796 440 101	1 299 198
13.500.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	144 993 402	200 000 000	36 000 000	236 000 000	91 006 598
13.500.4	Titre 4. Dépenses de transfert	179 176 470	179 176 470		179 176 470	-
13.505	Promotion de l'artisanat	260 016 182	314 009 584	-	314 009 584	53 993 402
13.505.2	Titre 2. Dépenses de personnel	102 009 584	102 009 584		102 009 584	-0
13.505.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	146 006 598	100 000 000		100 000 000	-46 006 598
13.505.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 000 000	112 000 000		112 000 000	100 000 000
13.507	Promotion des échanges	3 291 360 338	2 955 144 490	483 484 848	3 438 629 338	147 269 000
13.507.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 442 948 737	2 590 217 737		2 590 217 737	147 269 000
13.507.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	798 531 000	315 046 152	483 484 848	798 531 000	-
13.507.4	Titre 4. Dépenses de transfert	49 880 601	49 880 601		49 880 601	-
13.514	Pilotage et soutien aux politiques de l'Entreprenariat et du commerce	7 045 320 997	7 124 372 541	-	7 124 372 541	79 051 544
13.514.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 645 320 997	6 645 320 997		6 645 320 997	-
13.514.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000		300 000 000	-
13.514.4	Titre 4. Dépenses de transfert	100 000 000	179 051 544		179 051 544	79 051 544
14	Gestion des finances publiques	71 079 710 316	192 712 390 708	-	192 712 390 708	121 632 680 392
14.2	Titre 2. Dépenses de personnel	30 386 359 416	131 184 139 904	-	131 184 139 904	100 797 780 488
14.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	27 447 604 339	35 272 885 050	-	35 272 885 050	7 825 280 711
14.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 245 746 561	7 569 083 138	-	7 569 083 138	6 323 336 577
14.6	Titre 6. Autres dépenses	12 000 000 000	18 686 282 616	-	18 686 282 616	6 686 282 616
14.521	Gestion des dépenses publiques	20 375 767 136	123 354 759 410	-	123 354 759 410	102 978 992 274
14.521.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 987 514 658	105 366 506 932		105 366 506 932	100 378 992 274
14.521.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	14 738 252 478	16 556 109 369		16 556 109 369	1 817 856 891
14.521.4	Titre 4. Dépenses de transfert	650 000 000	1 432 143 109		1 432 143 109	782 143 109
14.525	Contôle des ressources et des charges publiques	-	4 376 747 669	-	4 376 747 669	4 376 747 669
14.525.2	Titre 2. Dépenses de personnel		216 449 566		216 449 566	216 449 566
14.525.3	Titre 3. Dépenses de biens et services		4 160 298 103		4 160 298 103	4 160 298 103
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	11 177 358 685	12 790 714 309	-	12 790 714 309	1 613 355 624
14.528.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 824 562 435	10 137 918 059		10 137 918 059	313 355 624

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
14.528.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 350 796 250	2 650 796 250		2 650 796 250	1 300 000 000
14.528.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000	2 000 000		2 000 000	-
14.539	Gestion du patrimoine de l'Etat	2 377 851 266	2 817 275 086	-	2 817 275 086	439 423 820
14.539.2	Titre 2. Dépenses de personnel	380 858 273	380 858 273		380 858 273	0
14.539.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 996 992 993	2 436 416 813		2 436 416 813	439 423 820
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	13 678 031 139	20 714 313 755	-	20 714 313 755	7 036 282 616
14.535.2	Titre 2. Dépenses de personnel	766 231 139	766 231 139		766 231 139	0
14.535.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	911 800 000	1 261 800 000		1 261 800 000	350 000 000
14.535.6	Titre 6. Autres dépenses	12 000 000 000	18 686 282 616		18 686 282 616	6 686 282 616
14.549	Gestion fiscale	10 601 749 597	13 245 182 187	-	13 245 182 187	2 643 432 590
14.549.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 427 061 597	5 532 494 187		5 532 494 187	105 432 590
14.549.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 099 688 000	7 137 688 000		7 137 688 000	2 038 000 000
14.549.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000	575 000 000		575 000 000	500 000 000
14.563	Gestion de la dette	1 695 737 087	2 175 737 087	-	2 175 737 087	480 000 000
14.563.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 048 737 087	1 048 737 087		1 048 737 087	-
14.563.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	520 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	480 000 000
14.563.4	Titre 4. Dépenses de transfert	127 000 000	127 000 000		127 000 000	-
14.570	Gestion de la commande publique	2 068 076 303	2 368 076 303	-	2 368 076 303	300 000 000
14.570.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 368 076 303	1 368 076 303		1 368 076 303	-
14.570.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	700 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	300 000 000
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	9 105 139 103	15 246 332 571	-	15 246 332 571	6 141 193 468
14.542.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 583 317 924	6 583 317 924		6 583 317 924	0
14.542.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 130 074 618	3 230 074 618		3 230 074 618	1 100 000 000
14.542.4	Titre 4. Dépenses de transfert	391 746 561	5 432 940 029		5 432 940 029	5 041 193 468
15	Constructions, logements et équipements collectifs	17 185 108 962	19 952 739 305	-	19 952 739 305	2 767 630 343
15.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 640 743 938	12 613 374 281	-	12 613 374 281	1 972 630 343
15.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 649 000 000	1 904 000 000	-	1 904 000 000	255 000 000
15.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 895 365 024	5 435 365 024	-	5 435 365 024	540 000 000
15.584	Urbanisation et amelioration du cadre de vie	4 384 545 861	4 775 738 251	-	4 775 738 251	391 192 390
15.584.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 865 559 979	2 201 752 369		2 201 752 369	336 192 390
15.584.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	345 000 000	400 000 000		400 000 000	55 000 000
15.584.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 173 985 882	2 173 985 882		2 173 985 882	-
15.577	Logement	1 604 114 199	1 732 120 389	-	1 732 120 389	128 006 190
15.577.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 382 446 199	1 410 452 389		1 410 452 389	28 006 190
15.577.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	169 000 000	269 000 000		269 000 000	100 000 000
15.577.4	Titre 4. Dépenses de transfert	52 668 000	52 668 000		52 668 000	-
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	506 580 000	506 580 000	-	506 580 000	-
15.595.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	330 000 000	330 000 000		330 000 000	-
15.595.4	Titre 4. Dépenses de transfert	176 580 000	176 580 000		176 580 000	-
15.591	Equipement et Infrastructures	6 018 113 459	8 176 545 222	-	8 176 545 222	2 158 431 763
15.591.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 292 982 317	4 901 414 080		4 901 414 080	1 608 431 763
15.591.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	300 000 000		300 000 000	50 000 000
15.591.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 475 131 142	2 975 131 142		2 975 131 142	500 000 000
15.598	Pilotage et soutien aux politique des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	3 704 802 571	3 704 802 571	-	3 704 802 571	-
15.598.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 249 802 571	3 249 802 571		3 249 802 571	-
15.598.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	455 000 000	455 000 000		455 000 000	-
15.353	Coordination des politiques urbaines	966 952 872	1 056 952 872	-	1 056 952 872	90 000 000
15.353.2	Titre 2. Dépenses de personnel	849 952 872	849 952 872		849 952 872	-
15.353.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	150 000 000		150 000 000	50 000 000
15.353.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 000 000	57 000 000		57 000 000	40 000 000
16	Industrie et mines	6 217 703 030	6 462 347 750	75 355 280	6 537 703 030	320 000 000
16.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 169 085 476	4 169 085 476	-	4 169 085 476	0
16.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 088 332 702	1 295 873 893	75 355 280	1 371 229 173	282 896 471
16.4	Titre 4. Dépenses de transfert	960 284 852	997 388 381	-	997 388 381	37 103 529
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	2 401 064 402	2 448 964 402	2 100 000	2 451 064 402	50 000 000
16.605.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 701 193 700	1 701 193 700		1 701 193 700	-
16.605.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	377 072 702	424 972 702	2 100 000	427 072 702	50 000 000
16.605.4	Titre 4. Dépenses de transfert	322 798 000	322 798 000		322 798 000	-
16.612	Régulation et stratégie industrielles	3 356 638 628	3 413 383 348	73 255 280	3 486 638 628	130 000 000

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
16.612.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 467 891 776	2 467 891 776		2 467 891 776	0
16.612.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	251 260 000	270 901 191	73 255 280	344 156 471	92 896 471
16.612.4	Titre 4. Dépenses de transfert	637 486 852	674 590 381		674 590 381	37 103 529
16.609	Pilotage et soutien à la politique minière	260 000 000	300 000 000	-	300 000 000	40 000 000
16.609.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	260 000 000	300 000 000		300 000 000	40 000 000
16.615	Pilotage et soutien à la politique industrielle	200 000 000	300 000 000	-	300 000 000	100 000 000
16.615.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000		300 000 000	100 000 000
17	Transports	24 048 563 990	19 905 642 930	1 585 705 397	21 491 348 327	-2 557 215 664
17.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 470 171 056	5 590 695 557	-	5 590 695 557	120 524 501
17.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 236 249 741	1 001 889 406	1 585 705 397	2 587 594 802	351 345 062
17.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 342 143 194	13 313 057 968	-	13 313 057 968	-3 029 085 226
17.626	Transports terrestres	12 795 544 436	9 584 036 327	572 500 945	10 156 537 272	-2 639 007 164
17.626.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 300 326 067	1 389 059 067		1 389 059 067	88 733 000
17.626.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 241 109	200 000 000	572 500 945	772 500 945	372 259 836
17.626.4	Titre 4. Dépenses de transfert	11 094 977 260	7 994 977 260		7 994 977 260	-3 100 000 000
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	8 636 328 452	7 704 915 500	1 013 204 452	8 718 119 952	81 791 500
17.633.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 078 153 887	2 109 945 387		2 109 945 387	31 791 500
17.633.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 311 008 632	276 889 406	1 013 204 452	1 290 093 857	-20 914 774
17.633.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 247 165 934	5 318 080 708		5 318 080 708	70 914 774
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	2 616 691 102	2 616 691 103	-	2 616 691 103	1
17.640.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 091 691 102	2 091 691 103		2 091 691 103	1
17.640.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	525 000 000	525 000 000		525 000 000	-
18	Jeunesse, sports et loisirs	6 998 623 774	7 219 137 452	-	7 219 137 452	220 513 678
18.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 083 737 445	4 129 251 123	-	4 129 251 123	45 513 678
18.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	991 122 195	1 166 122 195	-	1 166 122 195	175 000 000
18.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 923 764 134	1 923 764 134	-	1 923 764 134	-
18.647	Sports et loisirs	3 075 352 869	3 220 866 547	-	3 220 866 547	145 513 678
18.647.2	Titre 2. Dépenses de personnel	935 480 340	980 994 018		980 994 018	45 513 678
18.647.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	766 122 195	866 122 195		866 122 195	100 000 000
18.647.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 373 750 334	1 373 750 334		1 373 750 334	-
18.654	Vie associative	637 855 002	687 855 002	-	687 855 002	50 000 000
18.654.2	Titre 2. Dépenses de personnel	587 855 002	587 855 002		587 855 002	-
18.654.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	100 000 000		100 000 000	50 000 000
18.658	Jeunesse	312 808 000	412 808 000	-	412 808 000	100 000 000
18.658.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	200 000 000		200 000 000	100 000 000
18.658.4	Titre 4. Dépenses de transfert	212 808 000	212 808 000		212 808 000	-
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture	2 972 607 903	2 897 607 903	-	2 897 607 903	-75 000 000
18.661.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 560 402 103	2 560 402 103		2 560 402 103	0
18.661.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	-		-	-75 000 000
18.661.4	Titre 4. Dépenses de transfert	337 205 800	337 205 800		337 205 800	-
19	Justice	49 390 685 828	51 358 553 818	921 882 510	52 280 436 328	2 889 750 500
19.2	Titre 2. Dépenses de personnel	40 165 846 223	42 210 596 723	-	42 210 596 723	2 044 750 500
19.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 204 839 605	7 807 957 095	921 882 510	8 729 839 605	525 000 000
19.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 020 000 000	1 340 000 000	-	1 340 000 000	320 000 000
19.668	Justice judiciaire et administrative	12 209 789 371	11 832 657 361	921 882 510	12 754 539 871	544 750 500
19.668.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 288 016 501	8 332 767 001		8 332 767 001	44 750 500
19.668.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 901 772 870	2 179 890 360	921 882 510	3 101 772 870	200 000 000
19.668.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 020 000 000	1 320 000 000		1 320 000 000	300 000 000
19.675	Sécurité pénitentiaire	29 992 617 500	32 292 617 500	-	32 292 617 500	2 300 000 000
19.675.2	Titre 2. Dépenses de personnel	25 364 750 765	27 364 750 765		27 364 750 765	2 000 000 000
19.675.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 627 866 735	4 927 866 735		4 927 866 735	300 000 000
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	6 584 438 708	6 584 438 708	-	6 584 438 708	-
19.682.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 184 238 708	6 184 238 708		6 184 238 708	-
19.682.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 200 000	400 200 000		400 200 000	-
19.689	Culture des droits de l'homme	603 840 249	648 840 249	-	648 840 249	45 000 000
19.689.2	Titre 2. Dépenses de personnel	328 840 249	328 840 249		328 840 249	-0
19.689.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	275 000 000	300 000 000		300 000 000	25 000 000
19.689.4	Titre 4. Dépenses de transfert	-	20 000 000		20 000 000	20 000 000
20	Planification et prospective	6 090 215 343	7 040 175 722	-	7 040 175 722	949 960 379
20.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 518 480 200	2 518 480 200	-	2 518 480 200	-
20.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 953 884 817	3 443 845 196	-	3 443 845 196	489 960 379
20.4	Titre 4. Dépenses de transfert	617 850 326	1 077 850 326	-	1 077 850 326	460 000 000

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
20.894	Pilotage et Soutien à la Politique de Planification du Développement	3 518 480 200	3 518 480 200	-	3 518 480 200	-
20.894.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 518 480 200	2 518 480 200		2 518 480 200	-
20.894.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	-
20.902	Elaboration et Pilotage de la Politique de Prospective	273 845 196	323 845 196	-	323 845 196	50 000 000
20.902.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	243 845 196	293 845 196		293 845 196	50 000 000
20.902.4	Titre 4. Dépenses de transfert	30 000 000	30 000 000		30 000 000	-
20.915	Programmation du Développement (Commissariat au Plan)	2 297 889 947	3 197 850 326	-	3 197 850 326	899 960 379
20.915.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 710 039 621	2 150 000 000		2 150 000 000	439 960 379
20.915.4	Titre 4. Dépenses de transfert	587 850 326	1 047 850 326		1 047 850 326	460 000 000
21	Pouvoirs publics	69 535 456 451	102 457 761 155	-	102 457 761 155	32 922 304 704
21.2	Titre 2. Dépenses de personnel	32 881 641 691	32 881 641 691	-	32 881 641 691	-0
21.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	29 323 388 243	61 200 644 158	-	61 200 644 158	31 877 255 915
21.4	Titre 4. Dépenses de transfert	7 330 426 517	8 375 475 306	-	8 375 475 306	1 045 048 789
21.717	Présidence de la République	13 966 241 139	37 982 177 743	-	37 982 177 743	24 015 936 604
21.717.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 250 132 516	6 250 132 516		6 250 132 516	-
21.717.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 029 112 185	30 000 000 000		30 000 000 000	22 970 887 815
21.717.4	Titre 4. Dépenses de transfert	686 996 438	1 732 045 227		1 732 045 227	1 045 048 789
21.724	Assemblée Nationale	16 840 568 470	20 840 568 470	-	20 840 568 470	4 000 000 000
21.724.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 517 275 545	7 517 275 545		7 517 275 545	-
21.724.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 013 254 992	11 013 254 992		11 013 254 992	4 000 000 000
21.724.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 310 037 933	2 310 037 933		2 310 037 933	-
21.731	Sénat	13 305 346 152	14 805 346 152	-	14 805 346 152	1 500 000 000
21.731.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 135 850 658	6 135 850 658		6 135 850 658	-
21.731.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 686 666 666	6 186 666 666		6 186 666 666	1 500 000 000
21.731.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 482 828 828	2 482 828 828		2 482 828 828	-
21.738	Cour Constitutionnelle	8 577 656 222	10 077 656 222	-	10 077 656 222	1 500 000 000
21.738.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 061 891 604	3 061 891 604		3 061 891 604	-0
21.738.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 285 972 500	5 785 972 500		5 785 972 500	1 500 000 000
21.738.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 229 792 118	1 229 792 118		1 229 792 118	-
21.234	Cour de Cassation	4 296 446 322	4 702 814 422	-	4 702 814 422	406 368 100
21.234.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 595 543 222	3 595 543 222		3 595 543 222	-
21.234.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	593 631 900	1 000 000 000		1 000 000 000	406 368 100
21.234.4	Titre 4. Dépenses de transfert	107 271 200	107 271 200		107 271 200	-
21.241	Cour des Comptes	9 514 823 669	10 514 823 669	-	10 514 823 669	1 000 000 000
21.241.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 888 823 669	4 888 823 669		4 888 823 669	-
21.241.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 113 500 000	5 113 500 000		5 113 500 000	1 000 000 000
21.241.4	Titre 4. Dépenses de transfert	512 500 000	512 500 000		512 500 000	-
21.248	Conseil d'Etat	3 034 374 477	3 534 374 477	-	3 534 374 477	500 000 000
21.248.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 432 124 477	1 432 124 477		1 432 124 477	-
21.248.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 601 250 000	2 101 250 000		2 101 250 000	500 000 000
21.248.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 000 000	1 000 000		1 000 000	-
22	Prévoyance sociale	42 654 757 980	45 568 120 596	20 880 000	45 589 000 596	2 934 242 615
22.2	Titre 2. Dépenses de personnel	12 810 454 173	13 873 795 689	-	13 873 795 689	1 063 341 515
22.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 992 876 417	2 605 593 748	20 880 000	2 626 473 748	633 597 331
22.4	Titre 4. Dépenses de transfert	27 851 427 390	29 088 731 159	-	29 088 731 159	1 237 303 769
22.752	Protection et promotion de la famille	6 854 913 972	7 383 627 219	-	7 383 627 219	528 713 247
22.752.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 852 137 556	6 385 533 472		6 385 533 472	533 395 916
22.752.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	335 376 417	498 093 748		498 093 748	162 717 331
22.752.4	Titre 4. Dépenses de transfert	667 399 999	499 999 999	-	499 999 999	-167 400 000
22.759	Solidarité nationale	7 928 622 076	8 380 570 876	20 880 000	8 401 450 876	472 828 800
22.759.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 826 842 076	6 228 790 876		6 228 790 876	401 948 800
22.759.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	382 500 000	432 500 000	20 880 000	453 380 000	70 880 000
22.759.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 719 280 000	1 719 280 000		1 719 280 000	-
22.766	Protection sociale	26 823 225 882	28 227 929 651	-	28 227 929 651	1 404 703 769
22.766.2	Titre 2. Dépenses de personnel	283 478 491	283 478 491		283 478 491	-0
22.766.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 075 000 000	1 075 000 000		1 075 000 000	-
22.766.4	Titre 4. Dépenses de transfert	25 464 747 391	26 869 451 160	-	26 869 451 160	1 404 703 769
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	1 047 996 050	1 147 996 050	-	1 147 996 050	100 000 000
22.773.2	Titre 2. Dépenses de personnel	847 996 050	847 996 050		847 996 050	-0
22.773.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000		300 000 000	100 000 000
22.776	Pilotage et soutien à la politique de la Femme et de la Protection de l'Enfance	-	427 996 800	-	427 996 800	427 996 800

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
22.776.2	Titre 2. Dépenses de personnel	-	127 996 800		127 996 800	127 996 800
22.776.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	300 000 000		300 000 000	300 000 000
23	Provisions	15 825 468 818	33 468 118 504	-	33 468 118 504	17 642 649 686
23.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 591 117 907	20 579 701 897	-	20 579 701 897	8 988 583 990
23.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 234 350 911	12 888 416 607	-	12 888 416 607	8 654 065 696
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15 825 468 818	33 468 118 504	-	33 468 118 504	17 642 649 686
23.780.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 591 117 907	20 579 701 897		20 579 701 897	8 988 583 990
23.780.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 234 350 911	12 888 416 607		12 888 416 607	8 654 065 696
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	43 326 550 092	12 561 512 723	-	12 561 512 723	-30 765 037 369
24.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 343 669 192	7 365 811 192	-	7 365 811 192	22 142 000
24.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 841 375 000	3 749 375 000	-	3 749 375 000	908 000 000
24.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 446 326 531	1 446 326 531	-	1 446 326 531	-
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	985 900 085	1 085 900 086	-	1 085 900 086	100 000 001
24.787.2	Titre 2. Dépenses de personnel	288 990 994	288 990 995		288 990 995	1
24.787.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	605 000 000	705 000 000		705 000 000	100 000 000
24.787.4	Titre 4. Dépenses de transfert	91 909 091	91 909 091		91 909 091	-
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	935 198 043	985 198 043	-	985 198 043	50 000 000
24.794.2	Titre 2. Dépenses de personnel	467 798 043	467 798 043		467 798 043	-
24.794.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	350 000 000		350 000 000	50 000 000
24.794.4	Titre 4. Dépenses de transfert	167 400 000	167 400 000		167 400 000	-
24.801	Gestion de la radioactivité	247 814 193	305 814 193	-	305 814 193	58 000 000
24.801.2	Titre 2. Dépenses de personnel	42 783 193	42 783 193		42 783 193	-
24.801.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	142 000 000	200 000 000		200 000 000	58 000 000
24.801.4	Titre 4. Dépenses de transfert	63 031 000	63 031 000		63 031 000	-
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	2 313 874 245	2 313 874 245	-	2 313 874 245	-
24.808.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 888 874 245	1 888 874 245		1 888 874 245	-
24.808.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	425 000 000	425 000 000		425 000 000	-
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	3 008 578 889	3 630 720 889	-	3 630 720 889	622 142 000
24.815.2	Titre 2. Dépenses de personnel	715 217 449	737 359 449		737 359 449	22 142 000
24.815.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 169 375 000	1 769 375 000		1 769 375 000	600 000 000
24.815.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 123 986 440	1 123 986 440		1 123 986 440	-
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	4 140 005 268	4 240 005 268	-	4 240 005 268	100 000 000
24.822.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 940 005 268	3 940 005 268		3 940 005 268	-0
24.822.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000		300 000 000	100 000 000
25	Santé	109 995 402 941	119 454 369 169	346 246 444	119 800 615 614	9 805 212 673
25.2	Titre 2. Dépenses de personnel	75 548 907 986	79 022 814 836	-	79 022 814 836	3 473 906 851
25.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	18 996 976 637	12 316 004 870	346 246 444	12 662 251 314	-6 334 725 323
25.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 449 518 318	28 115 549 463	-	28 115 549 463	12 666 031 145
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	21 625 868 058	22 965 252 581	346 246 444	23 311 499 025	1 685 630 967
25.829.2	Titre 2. Dépenses de personnel	16 683 118 701	17 187 443 846		17 187 443 846	504 325 145
25.829.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 731 513 742	4 566 573 120	346 246 444	4 912 819 564	1 181 305 822
25.829.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 211 235 615	1 211 235 615		1 211 235 615	-
25.836	Offre et accès aux soins	77 313 366 582	84 782 948 288	-	84 782 948 288	7 469 581 706
25.836.2	Titre 2. Dépenses de personnel	51 893 980 984	54 863 562 690		54 863 562 690	2 969 581 706
25.836.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 190 462 895	3 024 431 750		3 024 431 750	-8 166 031 145
25.836.4	Titre 4. Dépenses de transfert	14 228 922 703	26 894 953 848		26 894 953 848	12 666 031 145
25.843	Lutte contre le SIDA	4 105 031 063	4 705 031 063	-	4 705 031 063	600 000 000
25.843.2	Titre 2. Dépenses de personnel	370 671 063	370 671 063		370 671 063	-0
25.843.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 725 000 000	4 325 000 000		4 325 000 000	600 000 000
25.843.4	Titre 4. Dépenses de transfert	9 360 000	9 360 000		9 360 000	-
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	6 951 137 237	7 001 137 237	-	7 001 137 237	50 000 000
25.850.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 601 137 237	6 601 137 237		6 601 137 237	-0
25.850.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	400 000 000		400 000 000	50 000 000
26	Sécurité	105 496 472 389	110 548 151 390	-	110 548 151 390	5 051 679 001
26.2	Titre 2. Dépenses de personnel	103 077 472 389	106 129 151 390	-	106 129 151 390	3 051 679 001
26.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 369 000 000	4 369 000 000	-	4 369 000 000	2 000 000 000
26.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000	-
26.857	Gendarmerie nationale	43 546 053 242	45 546 053 242	-	45 546 053 242	2 000 000 000
26.857.2	Titre 2. Dépenses de personnel	42 516 053 242	43 516 053 242		43 516 053 242	1 000 000 000

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
26.857.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 030 000 000	2 030 000 000		2 030 000 000	1 000 000 000
26.864	Police nationale	61 950 419 147	65 002 098 148	-	65 002 098 148	3 051 679 001
26.864.2	Titre 2. Dépenses de personnel	60 561 419 147	62 613 098 148		62 613 098 148	2 051 679 001
26.864.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 339 000 000	2 339 000 000		2 339 000 000	1 000 000 000
26.864.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000		50 000 000	-
27	Stratégie économique	29 609 739 964	19 951 597 267	3 478 016 810	23 429 614 077	-6 180 125 888
27.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 662 479 958	10 808 707 747	-	10 808 707 747	146 227 789
27.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 838 277 512	3 370 439 048	3 478 016 810	6 848 455 858	-1 989 821 654
27.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 108 982 494	5 772 450 472	-	5 772 450 472	-4 336 532 022
27.871	Elaboration et pilotage de la politique économique	8 982 020 628	9 031 649 641	-	9 031 649 641	49 629 013
27.871.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 439 083 179	3 475 054 167		3 475 054 167	35 970 988
27.871.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 896 781 023	2 370 439 048		2 370 439 048	473 658 025
27.871.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 646 156 426	3 186 156 426		3 186 156 426	-460 000 000
27.878	Concurrence et protection consommateur	4 356 402 661	4 309 676 425	432 415 453	4 742 091 878	385 689 217
27.878.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 992 601 456	3 102 858 256		3 102 858 256	110 256 800
27.878.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 156 983 036	1 000 000 000	432 415 453	1 432 415 453	275 432 417
27.878.4	Titre 4. Dépenses de transfert	206 818 169	206 818 169		206 818 169	-
27.887	Appui à l'investissement	8 046 121 748	3 483 270 692	3 045 601 357	6 528 872 049	-1 517 249 699
27.887.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 103 794 815	1 103 794 815		1 103 794 815	-
27.887.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 052 781 125	-	3 045 601 357	3 045 601 357	-2 007 179 768
27.887.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 889 545 808	2 379 475 877		2 379 475 877	489 930 069
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	8 225 194 927	3 127 000 509	-	3 127 000 509	-5 098 194 419
27.885.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 127 000 508	3 127 000 509		3 127 000 509	1
27.885.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	731 732 328	-		-	-731 732 328
27.885.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 366 462 091	-		-	-4 366 462 091
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 619 962 341	12 331 004 153	-	12 331 004 153	711 041 812
28.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 957 136 062	8 098 177 874	-	8 098 177 874	141 041 812
28.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 280 418 279	1 224 260 180	-	1 224 260 180	-56 158 099
28.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 382 408 000	3 008 566 099	-	3 008 566 099	626 158 099
28.892	Fonction publique	6 725 254 945	7 280 137 445	-	7 280 137 445	554 882 500
28.892.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 742 056 447	3 796 938 947		3 796 938 947	54 882 500
28.892.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	600 790 498	474 632 399	-	474 632 399	-126 158 099
28.892.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 382 408 000	3 008 566 099		3 008 566 099	626 158 099
28.899	Modernisation de l'Etat	743 356 773	813 356 773	-	813 356 773	70 000 000
28.899.2	Titre 2. Dépenses de personnel	673 356 773	673 356 773		673 356 773	-
28.899.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	70 000 000	140 000 000		140 000 000	70 000 000
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	4 151 350 623	4 237 509 935	-	4 237 509 935	86 159 312
28.906.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 541 722 842	3 627 882 154		3 627 882 154	86 159 312
28.906.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	609 627 781	609 627 781		609 627 781	-
29	Travail, emploi et formation professionnelle	17 529 462 185	18 167 349 261	857 549 082	19 024 898 343	1 495 436 158
29.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 694 012 639	9 179 548 797	-	9 179 548 797	485 536 158
29.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 120 085 213	3 162 705 522	857 549 082	4 020 254 604	900 169 391
29.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 715 364 333	5 825 094 942	-	5 825 094 942	109 730 609
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	6 632 642 872	6 300 629 948	857 549 082	7 158 179 030	525 536 158
29.913.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 273 394 325	3 758 930 483		3 758 930 483	485 536 158
29.913.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 415 085 214	597 536 132	857 549 082	1 455 085 214	40 000 000
29.913.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 944 163 333	1 944 163 333		1 944 163 333	-
29.920	Formation professionnelle	7 758 339 308	8 728 239 308	-	8 728 239 308	969 900 000
29.920.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 412 138 309	2 412 138 309		2 412 138 309	-
29.920.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 574 999 999	2 435 169 390		2 435 169 390	860 169 391
29.920.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 771 201 000	3 880 931 609	-	3 880 931 609	109 730 609
29.927	Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de la formation technique et professionnelle	3 138 480 005	3 138 480 005	-	3 138 480 005	-0
29.927.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 008 480 005	3 008 480 005		3 008 480 005	-0
29.927.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	130 000 000	130 000 000		130 000 000	-
30	Dépenses transversales	127 990 953 228	272 440 571 062	-	272 440 571 062	144 449 617 834
30.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	111 566 703 128	148 048 226 866	-	148 048 226 866	36 481 523 738
30.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 424 250 100	124 392 344 196	-	124 392 344 196	107 968 094 096

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	18 744 324 439	35 933 941 946	-	35 933 941 946	17 189 617 507
30.934.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	17 100 000 000	34 289 617 507		34 289 617 507	17 189 617 507
30.934.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 644 324 439	1 644 324 439		1 644 324 439	-
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	38 887 860 500	5 037 860 500	-	5 037 860 500	-33 850 000 000
30.941.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	38 887 860 500	5 037 860 500		5 037 860 500	- 33 850 000 000
30.943	Dotation pour dépenses de souveraineté et de sécurité	29 257 905 904	156 799 824 888	-	156 799 824 888	127 541 918 984
30.943.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	21 226 000 000	40 799 824 888		40 799 824 888	19 573 824 888
30.943.4	Titre 4. Dépenses de transfert	8 031 905 904	116 000 000 000		116 000 000 000	107 968 094 096
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	20 548 028 566	40 919 519 757	-	40 919 519 757	20 371 491 191
30.948.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	17 600 008 809	37 971 500 000		37 971 500 000	20 371 491 191
30.948.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 948 019 757	2 948 019 757		2 948 019 757	-
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	5 952 042 808	5 952 042 808	-	5 952 042 808	-
30.962.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 952 042 808	5 952 042 808		5 952 042 808	-
30.969	Dotation pour primes d'assurance	4 364 989 067	8 764 989 067	-	8 764 989 067	4 400 000 000
30.969.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 964 989 067	8 364 989 067		8 364 989 067	4 400 000 000
30.969.4	Titre 4. Dépenses de transfert	400 000 000	400 000 000		400 000 000	-
30.976	Dotation pour dépenses d'inhumation	3 147 093 591	5 397 093 591	-	5 397 093 591	2 250 000 000
30.976.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 897 093 591	4 147 093 591		4 147 093 591	2 250 000 000
30.976.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 250 000 000	1 250 000 000		1 250 000 000	-
30.983	Dotation pour aides aux familles	1 150 000 000	1 150 000 000	-	1 150 000 000	-
30.983.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 150 000 000	1 150 000 000		1 150 000 000	-
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	1 138 708 353	4 138 708 353	-	4 138 708 353	3 000 000 000
30.990.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	138 708 353	3 138 708 353		3 138 708 353	3 000 000 000
30.990.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	-
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	4 200 000 000	7 346 590 152	-	7 346 590 152	3 146 590 152
30.997.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 200 000 000	7 346 590 152		7 346 590 152	3 146 590 152
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	600 000 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	400 000 000
30.998.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	600 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000	400 000 000
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	6 727 719 837	7 701 982 336	-	7 701 982 336	974 262 499
31.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 942 831 169	2 942 093 668	-	2 942 093 668	-737 501
31.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 044 819 989	3 019 819 989	-	3 019 819 989	975 000 000
31.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 740 068 679	1 740 068 679	-	1 740 068 679	-
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	445 917 027	445 917 027	-	445 917 027	-
31.285.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 917 027	23 917 027		23 917 027	-
31.285.4	Titre 4. Dépenses de transfert	422 000 000	422 000 000		422 000 000	-
31.296	Autorité de Régulation et de Transports Ferroviaires	570 359 239	570 359 239	-	570 359 239	-
31.296.4	Titre 4. Dépenses de transfert	570 359 239	570 359 239		570 359 239	-
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	644 352 913	644 352 913	-	644 352 913	-
31.250.2	Titre 2. Dépenses de personnel	114 887 473	114 887 473		114 887 473	-
31.250.4	Titre 4. Dépenses de transfert	529 465 440	529 465 440		529 465 440	-
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	2 070 158 481	2 760 158 480	-	2 760 158 480	689 999 999
31.262.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 514 541 481	1 504 541 480		1 504 541 480	-10 000 001
31.262.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	485 617 000	1 185 617 000		1 185 617 000	700 000 000
31.262.4	Titre 4. Dépenses de transfert	70 000 000	70 000 000		70 000 000	-
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	148 917 027	173 917 027	-	173 917 027	25 000 000
31.283.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 917 027	23 917 027		23 917 027	-0
31.283.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	100 000 000		100 000 000	25 000 000
31.283.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000		50 000 000	-
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	1 113 994 865	1 113 994 865	-	1 113 994 865	-0
31.291.2	Titre 2. Dépenses de personnel	129 791 876	129 791 876		129 791 876	-0

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
31.291.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	934 202 989	934 202 989		934 202 989	-
31.291.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000		50 000 000	-
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	655 613 317	805 613 317	-	805 613 317	150 000 000
31.295.2	Titre 2. Dépenses de personnel	275 613 317	275 613 317		275 613 317	-
31.295.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	500 000 000		500 000 000	150 000 000
31.295.4	Titre 4. Dépenses de transfert	30 000 000	30 000 000		30 000 000	-
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 078 406 968	1 187 669 469	-	1 187 669 469	109 262 501
31.227.2	Titre 2. Dépenses de personnel	860 162 968	869 425 469		869 425 469	9 262 501
31.227.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000		300 000 000	100 000 000
31.227.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 244 000	18 244 000		18 244 000	-
35	Engagements de l'Etat	553 421 610 055	503 010 613 137	-	503 010 613 137	-50 410 996 918
35.1	Titre 1. Charges financières de la dette	349 463 194 202	419 843 613 137	-	419 843 613 137	70 380 418 935
35.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	65 858 415 853	10 300 000 000	-	10 300 000 000	-55 558 415 853
35.4	Titre 4. Dépenses de transfert	90 000 000 000	14 200 000 000	-	14 200 000 000	-75 800 000 000
35.6	Titre 6. Autres dépenses	48 100 000 000	58 667 000 000	-	58 667 000 000	10 567 000 000
35.556	Dotation aux Engagements financiers de l'Etat	349 463 194 202	419 843 613 137		419 843 613 137	70 380 418 935
35.556.1	Titre 1. Charges financières de la dette	349 463 194 202	419 843 613 137		419 843 613 137	70 380 418 935
35.559	Remboursements et dégrèvements	65 858 415 853	10 300 000 000	-	10 300 000 000	-55 558 415 853
35.559.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	65 858 415 853	10 300 000 000		10 300 000 000	- 55 558 415 853
35.560	Restructuration des entreprises	13 000 000 000	13 000 000 000	-	13 000 000 000	-
35.560.6	Titre 6. Autres dépenses	13 000 000 000	13 000 000 000		13 000 000 000	-
35.562	Soutien des prix des produits pétroliers	88 000 000 000	12 200 000 000	-	12 200 000 000	-75 800 000 000
35.562.4	Titre 4. Dépenses de transfert	88 000 000 000	12 200 000 000		12 200 000 000	- 75 800 000 000
35.963	Lutte contre la vie chère	2 000 000 000	2 000 000 000	-	2 000 000 000	-
35.963.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000 000	2 000 000 000		2 000 000 000	-
35.565	Dette aux agents publics	35 100 000 000	45 667 000 000	-	45 667 000 000	10 567 000 000
35.565.6	Titre 6. Autres dépenses	35 100 000 000	45 667 000 000		45 667 000 000	10 567 000 000
	Total budget général	1 970 170 309 351	2 290 265 858 671	21 990 457 211	2 312 256 315 882	342 086 006 531
	Titre 1. Charges financières de la dette	349 463 194 202	419 843 613 137	-	419 843 613 137	70 380 418 935
##### #	Titre 2. Dépenses de personnel	825 301 000 002	959 710 096 452	-	959 710 096 452	134 409 096 450
	Titre 3. Dépenses de biens et services	378 598 859 956	391 161 117 507	21 168 904 511	412 330 022 018	33 731 162 063
	Titre 4. Dépenses de transfert	350 957 255 192	440 630 367 136	821 552 700	441 451 919 836	90 494 664 644
	Titre 6. Autres dépenses	65 850 000 000	78 920 664 439	-	78 920 664 439	13 070 664 439
60	Pensions	106 437 581 382	106 437 581 382	-	106 437 581 382	-0
60.4	Titre 4. Dépenses de transfert	106 437 581 382	106 437 581 382	-	106 437 581 382	-0
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	89 982 441 798	89 982 441 798	-	89 982 441 798	-0
60.703.4	Titre 4. Dépenses de transfert	89 982 441 798	89 982 441 798	-	89 982 441 798	-0
60.710	Pensions spéciales	11 746 861 443	11 746 861 443	-	11 746 861 443	0
60.710.4	Titre 4. Dépenses de transfert	11 746 861 443	11 746 861 443	-	11 746 861 443	0
60.712	Pensions main d'œuvre non permanente de l'Etat	4 708 278 141	4 708 278 141	-	4 708 278 141	-0
60.712.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 708 278 141	4 708 278 141	-	4 708 278 141	-0
61	Service universel des communications électroniques et numériques	380 766 611	380 766 611	-	380 766 611	0
61.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	380 766 611	380 766 611	-	380 766 611	0
61.149	Développement et promotion des infrastructures et services numériques	380 766 611	380 766 611	-	380 766 611	0
61.149.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	380 766 611	380 766 611	-	380 766 611	0
62	Prestations familiales et sociales	18 000 000 000	18 000 000 000	-	18 000 000 000	-
62.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 000 000 000	18 000 000 000	-	18 000 000 000	-
62.985	Aide à l'enfance	13 090 909 091	13 090 909 091	-	13 090 909 091	-
62.985.4	Titre 4. Dépenses de transfert	13 090 909 091	13 090 909 091	-	13 090 909 091	-
62.986	Aide à la maternité	4 909 090 909	4 909 090 909	-	4 909 090 909	-
62.986.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 909 090 909	4 909 090 909	-	4 909 090 909	-
63	Promotion du sport	4 380 717 491	6 517 518 657	-	6 517 518 657	2 136 801 166
63.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 380 717 491	6 517 518 657	-	6 517 518 657	2 136 801 166
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	3 235 441 338	3 258 759 328	-	3 258 759 328	23 317 990
63.233.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 235 441 338	3 258 759 328	-	3 258 759 328	23 317 990
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	1 145 276 153	3 258 759 328	-	3 258 759 328	2 113 483 175

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
63.235.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 145 276 153	3 258 759 328	-	3 258 759 328	2 113 483 175
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	609 094 326	439 277 310	-	439 277 310	- 169 817 016
64.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	609 094 326	439 277 310	-	439 277 310	- 169 817 016
64.433	Production des contenus audiovisuels	304 547 163	219 638 655	-	219 638 655	-84 908 508
64.433.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	304 547 163	219 638 655	-	219 638 655	-84 908 508
64.434	Production des contenus cinématographiques	304 547 163	219 638 655	-	219 638 655	-84 908 508
64.434.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	304 547 163	219 638 655	-	219 638 655	-84 908 508
65	Formation pour l'emploi	921 237 210	2 829 341 252	-	2 829 341 252	1 908 104 042
65.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	921 237 210	2 829 341 252	-	2 829 341 252	1 908 104 042
65.923	Formation initiale	783 051 628	2 579 341 252	-	2 579 341 252	1 796 289 624
65.923.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	783 051 628	2 579 341 252	-	2 579 341 252	1 796 289 624
65.924	Formation continue	138 185 582	250 000 000	-	250 000 000	111 814 418
65.924.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	138 185 582	250 000 000	-	250 000 000	111 814 418
66	Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales	2 404 115 775	2 404 115 775	-	2 404 115 775	-
66.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 404 115 775	2 404 115 775	-	2 404 115 775	-
66.517	Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales	2 109 000 775	2 109 000 775	-	2 109 000 775	-
66.517.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 109 000 775	2 109 000 775	-	2 109 000 775	-
66.518	Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales ⁶	295 115 000	295 115 000	-	295 115 000	-
66.518.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	295 115 000	295 115 000	-	295 115 000	-
67	Salubrité publique	4 916 586 806	5 532 017 987	-	5 532 017 987	615 431 181
67.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 170 718 745	1 317 262 852	-	1 317 262 852	146 544 107
67.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 745 868 061	4 214 755 135	-	4 214 755 135	468 887 074
67.607	Assainissement et gestion des déchets	4 916 586 806	5 532 017 987	-	5 532 017 987	615 431 181
67.607.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 170 718 745	1 317 262 852	-	1 317 262 852	146 544 107
67.607.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 745 868 061	4 214 755 135	-	4 214 755 135	468 887 074
68	Valorisation du patrimoine de l'Etat	3 196 509 150	4 293 320 346	-	4 293 320 346	1 096 811 196
68.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 196 509 150	4 293 320 346	-	4 293 320 346	1 096 811 196
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	630 184 132	930 184 132	-	930 184 132	300 000 000
68.932.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	630 184 132	930 184 132	-	930 184 132	300 000 000
68.933	Entretien du patrimoine mobilier et immobilier	546 015 417	837 761 084	-	837 761 084	291 745 667
68.933.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	546 015 417	837 761 084	-	837 761 084	291 745 667
68.934	Entretien et maintenance du système d'information des douanes	1 367 077 641	1 872 143 170	-	1 872 143 170	505 065 529
68.934.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 367 077 641	1 872 143 170	-	1 872 143 170	505 065 529
68.935	Promotion et exploitation des équipements navales et des infrastructures fluviales et lagunaires	653 231 960	653 231 960	-	653 231 960	-
68.935.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	653 231 960	653 231 960	-	653 231 960	-
69	Financement de l'Habitat	2 091 423 950	2 971 203 163	-	2 971 203 163	879 779 213
69.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 091 423 950	2 971 203 163	-	2 971 203 163	879 779 213
69.938	Offre de logement	1 882 281 554	2 762 060 767	-	2 762 060 767	879 779 213
69.938.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 882 281 554	2 762 060 767	-	2 762 060 767	879 779 213
69.939	Accès au logement	209 142 396	209 142 396	-	209 142 396	0
69.939.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	209 142 396	209 142 396	-	209 142 396	0
70	Développement durable de la pêche et de l'aquaculture	338 870 000	-	-	-	- 338 870 000
70.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	338 870 000	-	-	-	- 338 870 000
70.945	Industrialisation et compétitivité du secteur de la pêche	169 435 000	-	-	-	- 169 435 000
70.945.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	169 435 000	-	-	-	-169 435 000
70.952	Amélioration de la gouvernance du secteur halieutique	169 435 000	-	-	-	- 169 435 000
70.952.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	169 435 000	-	-	-	-169 435 000
71	Entretien du patrimoine routier de l'Etat	2 966 967 790	4 329 559 018	-	4 329 559 018	1 362 591 228
71.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 966 967 790	4 329 559 018	-	4 329 559 018	1 362 591 228

Codes	Libellés	LF 2025 y/c ADP/FDC/DONS	PLF 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	PLF 2026 y/c ADP/FDC/DONS	Ecart PLF 2026/LF 2025
71.960	Entretien des routes nationales et départementales	2 037 287 850	3 037 287 850	-	3 037 287 850	1 000 000 000
71.960.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 037 287 850	3 037 287 850	-	3 037 287 850	1 000 000 000
71.965	Entretien des voiries urbaines	929 679 940	1 292 271 167	-	1 292 271 167	362 591 227
71.965.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	929 679 940	1 292 271 167	-	1 292 271 167	362 591 227
Total comptes spéciaux		146 643 870 491	154 134 701 500	-	154 134 701 500	7 490 831 009
	Titre 3. Dépenses de biens et services	18 460 421 048	25 482 364 983	-	25 482 364 983	7 021 943 935
	Titre 4. Dépenses de transfert	128 183 449 443	128 652 336 517	-	128 652 336 517	468 887 074
Total budget de l'Etat		2 116 814 179 842	2 444 400 560 171	21 990 457 211	2 466 391 017 382	349 576 837 540
	Titre 1. Charges financières de la dette	349 463 194 202	419 843 613 137	-	419 843 613 137	70 380 418 935
	Titre 2. Dépenses de personnel	825 301 000 002	959 710 096 452	-	959 710 096 452	134 409 096 450
	Titre 3. Dépenses de biens et services	397 059 281 004	416 643 482 491	21 168 904 511	437 812 387 002	40 753 105 998
	Titre 4. Dépenses de transfert	479 140 704 635	569 282 703 653	821 552 700	570 104 256 353	90 963 551 718
	Titre 6. Autres dépenses	65 850 000 000	78 920 664 439	-	78 920 664 439	13 070 664 439

Article 42 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2026.

Article 43 : les plafonds des dépenses d'investissement par ministère sont arrêtés à la somme de **trois mille trois cent vingt-et-un milliards cinq cent trente-cinq millions vingt-quatre mille six cent quarante-quatre (3.321.535.024.644) FCFA.**

Ministères	Plafonds PLF 2026
Ministère de l'Accès Universel à l'Eau et à l'Energie	303 123 805 797
Equipement	3 123 805 797
Développement	300 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique	152 765 443 435
Equipement	3 175 363 151
Développement	149 590 080 284
Ministère de l'Education Nationale et de l'Instruction Civique et de la Formation Professionnelle	253 880 163 884
Equipement	3 880 163 884
Développement	250 000 000 000
Ministère de la Santé	205 180 934 496
Equipement	5 180 934 496
Développement	200 000 000 000
Ministère des Affaires Sociales et de l'Inclusion	1 723 100 000
Equipement	573 100 000
Développement	1 150 000 000
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance	14 655 000 000
Equipement	100 000 000
Développement	14 555 000 000
Ministère du Logement, de l'Habitat et du Cadastre	500 336 500 000
Equipement	336 500 000
Développement	500 000 000 000
Ministère des Travaux Publics et de la Construction	508 520 000 000
Equipement	8 520 000 000
Développement	500 000 000 000
Ministère de l'Economie Numérique, de la Digitalisation et de l'Innovation	65 094 688 251
Equipement	1 234 387 935
Développement	63 860 300 316
Ministère de la communication et des Médias	28 441 234 721
Equipement	3 298 435 950
Développement	25 142 798 771
Ministère des Transports, de la Marine Marchande et de la Logistique	67 245 832 081
Equipement	8 245 832 081
Développement	59 000 000 000
Ministère de l'entrepreneuriat, du commerce et des PME/PMI	14 446 000 634
Equipement	2 311 415 634

Ministères	Plafonds PLF 2026
Développement	12 134 585 000
Ministère du Pétrole et du Gaz	12 999 730 069
Equipement	721 200 003
Développement	12 278 530 066
Ministère de l'Industrie et la transformation locale	5 347 677 069
Equipement	1 474 220 703
Développement	3 873 456 366
Ministère des Mines et de la Ressource Géologique	65 372 904 000
Equipement	1 372 904 000
Développement	64 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Durable	69 729 770 199
Equipement	2 729 770 199
Développement	67 000 000 000
Ministère de la Mer, de la Pêche et de l'Economie bleue	59 622 535 200
Equipement	2 000 000 000
Développement	57 622 535 200
Ministère de la Planification et de la Prospective	194 041 526 565
Equipement	2 345 990 000
Développement	191 695 536 565
Ministère de l'Economie, des Finances, de la Dette et des Participations, Chargé de la Lutte contre la Vie Chère	309 277 940 414
Equipement	15 650 445 600
Développement	293 627 494 814
Cour Constitutionnelle	1 945 992 511
Equipement	922 992 511
Développement	1 023 000 000
Assemblée Nationale	2 460 000 000
Equipement	812 000 000
Développement	1 648 000 000
Sénat	1 735 000 000
Equipement	735 000 000
Développement	1 000 000 000
Conseil Economique Social et Environnemental	6 465 000 000
Equipement	515 000 000
Développement	5 950 000 000
Ministère de la Réforme et des Relations avec les Institutions	1 221 807 622
Equipement	676 633 122
Développement	545 174 500
Conseil National de la Démocratie	200 000 000
Equipement	100 000 000
Développement	100 000 000
Cour des Comptes	4 650 000 000
Equipement	2 050 000 000
Développement	2 600 000 000
Présidence de la République	22 319 157 500
Equipement	6 188 157 500
Développement	16 131 000 000
Conseil d'État	700 000 000
Equipement	200 000 000
Développement	500 000 000
Commission Nationale des Droits de l'Homme	100 000 000
Equipement	100 000 000
Développement	-
Cour de Cassation	500 000 000
Equipement	250 000 000
Développement	250 000 000
Ministère de la Défense Nationale	220 507 867 232
Equipement	20 507 867 232
Développement	200 000 000 000
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation	139 478 897 808

Ministères	Plafonds PLF 2026
Equipement	9 478 897 808
Développement	130 000 000 000
Ministère de l'Environnement de L'Ecologie et du Climat	2 229 262 500
Equipement	729 262 500
Développement	1 500 000 000
Ministère des Eaux et Forêts, chargé du Conflit Homme-faune	5 911 506 643
Equipement	911 506 643
Développement	5 000 000 000
Ministère de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités	4 569 376 976
Equipement	853 372 168
Développement	3 716 004 808
Ministère du Travail, du plein emploi et du dialogue social	4 379 675 445
Equipement	1 142 740 000
Développement	3 236 935 445
Ministère de la Justice, Garde des Sceaux Chargé des Droits Humains	26 340 663 531
Equipement	2 219 836 931
Développement	24 120 826 600
Ministère de la Jeunesse, des Sports, du Rayonnement Culturel et des Arts, Chargé de la Vie Associative	24 499 500 660
Equipement	499 500 660
Développement	24 000 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, Chargé de l'Intégration et de la Diaspora	10 077 703 492
Equipement	1 077 703 492
Développement	9 000 000 000
Ministère du Tourisme Durable et de l'Artisanat	9 438 825 910
Equipement	755 060 000
Développement	8 683 765 910
TOTAL GENERAL	3 321 535 024 644

CHAPITRE 2 : DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 44 : Les plafonds des autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives indépendantes et des institutions sont globalement arrêtés à 114 572 agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est plafonnée à **neuf cent neuf milliards cinq cent quatre-vingt-quinze millions cinq cent cinquante-six mille deux cent huit (909.595.556.208) FCFA**.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Ministères	Effectifs	Masse salariale
22	Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, Chargé des Droits Humains	5 444	42 210 596 723
25	Ministère des Affaires Étrangères, Intégration sous-régionale et gabonais de l'étranger	883	6 639 982 087
31	Ministère de la Défense Nationale	32 689	205 874 059 762
41	Ministère de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités	1 188	8 098 177 874
42	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation	10 322	71 217 976 181
43	Ministère de la communication et de médias	891	5 360 711 251
53	Ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, Chargé de la Lutte Contre la Vie Chère	6 471	142 599 798 007
54	Ministère de l'Industrie et de la Transformation Local	476	2 467 891 776
55	Ministère de l'Entrepreneuriat, du Commerce et des PME-PMI	1 375	11 031 978 835
56	Ministère du Tourisme Durable et de l'Artisanat	443	2 864 313 647
57	Ministère de la Planification et de la Prospective	596	3 442 482 655
61	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Durable	1 510	10 167 029 819
62	Ministère des Eaux et Forêts, Chargé du Conflit Homme-Faune	1 246	12 964 590 388
63	Ministère de la Mer, de la Pêche et de l'Economie Bleue	145	1 346 195 731
64	Ministère des Travaux Publics et de la Construction	958	8 151 216 651
65	Ministère du Logement, de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre	530	4 462 157 630
66	Ministère des Mines et des Ressources Géologiques	166	1 701 193 700
67	Ministère de l'Accès à l'Eau et à l'Energie	255	2 712 363 503
68	Ministère du Pétrole et du Gaz	516	4 677 364 717
69	Ministère de l'environnement, du climat et du conflit homme-faune	180	1 085 961 475
71	Ministère des Transports, de la Marine Marchande et de la Logistique	1 126	5 590 695 557
77	Ministère de l'Économie Numérique, de la Digitalisation et de l'Innovation	399	2 784 933 363
81	Ministère de l'Education Nationale, de l'Instruction Civique et de la Formation Professionnelle	25 776	205 065 549 372
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	3 552	34 810 035 114
89	Ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Arts	1 876	12 604 279 380
91	Ministère de la Santé	12 371	79 022 814 836
92	Ministère du Travail, du Plein Emploi et du Dialogue Social	928	6 767 410 488
93	Ministère des Affaires Sociales et de l'Inclusion	1 180	7 360 265 417
94	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance	1 080	6 513 530 272
Total Ministères		114 572	909 595 556 208

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat
(Autorité autonomes et Institutions)

Codes	Autorités Administratives indépendantes et Institutions	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	2 182	14 231 835 203
12	Sénat	245	6 135 850 658
13	Assemblée Nationale	439	7 517 275 545
14	Conseil d'État	168	1 432 124 477
16	Cour Constitutionnelle	127	3 061 891 604
17	Cour des Comptes	510	4 888 823 669
18	Cour de Cassation	170	3 595 543 222
21	Réforme des Institutions	675	4 980 623 192
26	Conseil Économique, Social et Environnemental	101	1 212 257 691
27	Haute Autorité de la Communication	39	869 425 469
28	Conseil National de la Démocratie	6	511 070 694
29	Lutte contre l'enrichissement illicite	63	1 504 541 480
46	Centre Gabonais des Elections (CGE)	0	0
47	Médiature de la République	3	19 568 438
48	Commission Nationale de Protection des Données à caractère personnel	13	129 791 876
49	Commission Nationale des Droits de l'Homme	3	23 917 027
Total Autorités Administratives indépendantes et Institution		4 745	50 114 540 244
Total général		119 317	959 710 096 452

Article 45 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics est désormais conditionnée par la preuve de leur capacité à autofinancer, pendant au moins cinq (5) ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics sont tenus de déclarer auprès des services du ministère en charge des Finances, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq (5) ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative du personnel et la grille salariale ;
- l'état des salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur cinq (5) ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 46 : Au titre de l'année budgétaire 2026, l'Etat consent à approvisionner le compte de garantie, pour un montant d'un milliard cinq cent millions **(1.500.000.000) FCFA**, au bénéfice de la société Agro Business Group du Gabon, en vue de couvrir le financement des futurs projets de développement.

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 47 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions est arrêté, pour l'année 2026, à la somme de **trois mille quarante-et-un milliards trois cent soixante-dix-huit millions sept cent quarante-huit deux cent trente mille sept cent dix-neuf (3.378.748.232.719) FCFA**.

Le détail des financements se présente ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des tirages sur financements (en millions FCFA)

Créancier	Libellé projet	PLF 2026
I. Tirages prêts projets (a+b)		165 380 193 749
Tirages en cours (a)		145 380 193 749
AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)	PROGRAMME INVESTISSEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	15 402 193 749
	REHABILITATION DU TRANSGABONAIS/PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE SECURISATION DU TRANSGABONAIS (PMST)	10 000 000 000
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)	APPUI AU PROGRAMME GRAINE	7 000 000 000
	GABON DIGITAL	8 000 000 000
BANQUE MONDIALE (BIRD)	AVANCE DE PREPARATION PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DU GABON (PADIG)	4 500 000 000
	PROJET D'HARMONISATION ET D'AMELIORATION DES STATISTIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (HISWACA)	7 700 000 000
	PROJET D'ACCES AUX SERVICES DE BASE ET D'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE (PASBAP)	8 500 000 000
DEUSTCHE BANK	CONCEPTION ET REALISATION DE DEUX FLY-OVERS, QUATRE PASSERELLES PIETONNES ET UN PONT METALLIQUE D'EBEL ABANGA	12 000 000 000
STANDARD CHARTERED / CITI BANK	REHABILITATION ET CONSTRUCTION DE 166 KM DE ROUTE KOUGOULEU-MEDOUNEU, Y COMPRIS LE DRAINAGE ET SIGNALISATION	60 278 000 000
BDEAC	FINANCEMENT ADDITIONNEL PCR	7 000 000 000
BDEAC	COVID 19	5 000 000 000
Tirages nouvelles conventions de prêts projets (b)		20 000 000 000
AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE SECURISATION DU TRANSGABONAIS (PMST)	8 000 000 000
BANQUE MONDIALE (BIRD)	PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE (HESP)	2 000 000 000
DEVELOPMENT BANK OF SOUTHERN AFRICA LIMITED (DBSA)	CONSTRUCTION DE 71 KM DE ROUTE BIFOUN-LAMBARENE	5 000 000 000
DEVELOPMENT BANK OF SOUTHERN AFRICA LIMITED (DBSA)	REHABILITATIONDES VOIRIES DE FRANCEVILLE, PHASE 3	5 000 000 000
IV. Financement extérieur		1 285 347 215 588
Financement extérieur	FINANCEMENT EXTERIEUR	1 285 347 215 588
V. Tirages sur marché financier régional		1 928 020 823 382
Marché régional	FINANCEMENT BANCAIRE	1 253 213 535 198
	EMISSIONS DE TITRES PUBLICS SUR LE MARCHE INTERIEUR	674 807 288 184
Total tirages sur financements extérieurs (I+II+III+IV+V)		3 378 748 232 719

TITRE IV : DES DONES

Article 48 : Le niveau des dons à recevoir est arrêté à la somme de **cinq milliards sept cent cinquante-sept millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent (5.757.294.700) FCFA**.

Le détail de ces dons se présente ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des dons (En FCFA)

Donateur	Libellé projet	PLF 2026
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)	Projet d'Appui à l'Education, à l'Environnement dans les Ecoles Primaires Gabonaises (PAEEG)	721 552 700
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)	Etude de Diagnostic des Enjeux de Genre et d'Egalite Hommes-Femmes	100 000 000
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)	Programme de Modernisation et de Sécurisation du Transgabonais (PMST)	3 935 742 000
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DE CHINE (BDC)	Base de Vulgarisation des Techniques Agricoles (BVTA)	1 000 000 000
Total dons		5 757 294 700

TITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 49 : Tous les opérateurs assurant une mission de service public et bénéficiant d'une subvention de l'Etat ou de recettes affectées et ne faisant l'objet ni d'un budget annexe ni d'un compte spécial, sont assujettis à la signature d'un Contrat d'Objectifs de Performance, en abrégé COP et d'un Contrat Annuel de Performance, en abrégé CAP.

Article 50 : Le COP définit pour trois ans le cadre prévisionnel des dépenses prioritaires et des ressources de l'opérateur concerné ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du contrat.

Article 51 : Le CAP décline pour une année le COP. Il définit de façon précise les engagements de chaque partie, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie triennale prédéfinie. Il doit être en lien étroit avec les Projets Annuels de Performance des missions dans lesquelles l'opérateur inscrit son action.

Article 52 : L'accès aux crédits alloués aux entités susvisées est conditionné par la signature des COP et CAP. Ces documents sont transmis aux services compétents du Ministère en charge du Budget dès la promulgation de la loi de finances.

Article 53 : Toute personne dépositaire de l'autorité publique qui engage l'Etat sans en avoir l'habilitation sera tenue au remboursement des sommes exposées en réparation des dommages causés, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 54 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions, de toute nature, nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 55 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;
Chef du Gouvernement ;

Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances,
de la Dette et des Participations chargé de la Lutte
Contre la Vie Chère.

Henri-Claude OYIMA